

le monde
libertaire

hebdomadaire de la Fédération anarchiste
substitut de l'Internationale des Fédérations anarchistes

le monde libertaire

soumission servitude résignation

marre
de changer
de chaînes



M 02137 - 1392 - F: 2,00 €



2€

ISSN 0026-9433

« La femme a le droit de monter à l'échafaud, elle doit avoir également le droit de monter à la tribune »

Olympe de Gouges

hebdo n° 1392

du 31 mars au 6 avril 2005

Fop 2520

Sommaire

Des **menottes** aux menottes des bébés ? par Patrick Schindler, page 3

Classesenlutte signale trois cas d'urgence, page 4

« Culture de vie », « **culture de mort** », par Fred, page 5

Dénucléariser le monde, par des anars de l'Ouest et J.-Souvenance, page 6



L'autruche garde la tête haute, par Frédo Larisse, page 7

Le nucléaire, **ça prolifère**, par Daniel, page 8

Des **espaces libres** pas loin du Rhin, par Olynx, page 9

Le développement durable va laisser des traces, par

Jean-Pierre Tertrais, page 10

Les Italiens **contre la guerre**, par la FAI, page 12

Lilith était là avant Ève, page 14

Soluble dans quoi le féminin ?, par Caroline et les femmes, page 16

Le chef de la femme, c'est l'homme, c'est Berthier qui l'écrit, page 18

Louise Michel toujours, par Jimma, page 20

Radio libertaire, page 22

Agenda, page 23



Tarifs

(Hors-série inclus)

3 mois, 13 n^{os}

6 mois, 25 n^{os}

1 an, 45 n^{os}

France

et DOM-TOM

○ 20 €

○ 38 €

○ 61 €

Pli fermé

(France)

○ 32 €

○ 61 €

○ 99 €

Étranger

○ 27 €

○ 46 €

○ 77 €

BULLETIN D'ABONNEMENT

Abonnement de soutien

1 an, 45 n^{os} ○ 76 €

Pour les détenus et chômeurs, 50 % de réduction en France métropolitaine (sauf sous pli fermé). Les chèques tirés sur des banques hors France subissant une taxe exorbitante (plus de 15 euros), nous vous demandons d'effectuer vos paiements par virement bancaire international (IBAN: FR 76 4255 9000 0621 0028 7960 215). Pour tout changement d'adresse, joindre la dernière feuille de routage.

(en lettres capitales. Règlement à l'ordre de Publico, à joindre au bulletin)

Nom _____ Prénom _____

Adresse _____

Code postal _____ Ville _____

Rédaction et administration: 145, rue Amelot, 75011 Paris. Tél.: 01 48 05 34 08 – Fax: 01 49 29 98 59

Directeur de publication: Bernard Touchais – Commission paritaire n° 0609 C 80740 – Imprimerie EDRB (Paris)
Dépot légal 44 145 – 1^{er} trimestre 1977 Routage 205 – EDRB Diffusion NMPP. Photos et illustrations de ce numéro: droits réservés.



L'actualité n'est jamais pingre en motifs de révolte, et les petites nouvelles attrapées au hasard de la bande FM valent parfois leur comptant de gnons. Témoin celle-ci : la politique agricole commune ne fait pas que des malheureux en Europe, ainsi la reine d'Angleterre, fin de race étriquée, qui est déjà une des plus importantes fortunes de la planète, s'est vu octroyer, au titre de la PAC donc, une somme de huit cent mille euros pour l'année 2003 eu égard à l'importance de son patrimoine agricole. Pour cette mégère plutôt europhobe, il y a de quoi procéder à une révision déchirante de ses positions souverainistes. Il y a vraiment des coups de pied au cul qui se perdent.

Plus réjouissante fut l'annonce du succès de la « révolution » au Kirghizstan. Quand bien même celle-ci est bien loin de ressembler à celle que nous appelons de nos vœux, le spectacle de ces révoltés piétinant les portraits d'un dictateur en fuite et s'installant avec leurs bottes pleines de boue sur son trône, l'image de ces flics rejoignant le camp de la rue reste le plus jubilatoire qui soit. La part de manipulation dans le succès de cette insurrection est vraisemblablement importante, mais il reste que ces images furent bien printanières. Aucune illusion à se faire quant au nouveau pouvoir qui se mettra en place. Le prochain satrape va très vite, à n'en pas douter, s'attacher à profiter de sa position géostratégique pour faire monter les enchères. Cette poudrière qu'est l'Asie centrale regarde à la fois vers la Chine et vers la Russie, ça fait froid dans le dos, mais pas trop pour l'instant. Mais c'est pas le tout, c'est qu'on a le référendum à s'occuper chez nous.

Se prononcer pour un texte que personne n'a lu et auquel l'homme de la rue ne comprendra pas grand-chose, c'est plutôt voulu. Cela montre encore une fois que les concepteurs de ce projet vivent dans une autre dimension, ne savent plus si le politique doit diriger l'économie ou l'économie le politique pour nous faire accepter leur fringale de libéralisme et, c'est bien connu, le libéralisme c'est pas notre liberté, c'est celle du renard dans le poulailler. La capacité de nuisance de cette Europe-là est intacte.

Cette inflation de technocratie, de règlements, d'articles, d'annexes, de lois communes, de tribunaux administratifs, n'est là aussi que pour justifier une seule chose : l'existence même de ces formidables techno-structures entièrement dévouées à une croissance positive dont leurs coteries seront les seules bénéficiaires. Pour parler simple, ce texte est bien l'émanation de la lutte des classes : la leur.

On se passe depuis des millénaires d'une Constitution européenne, on peut continuer. C'est pas nous que ça empêchera de préparer des lendemains qui chantent. Eh oui, comme ils disent à longueur de temps, le rejet de ce texte sera une catastrophe. Mais pour qui ?

Violences policières

Collégiens menottés en classe À quand les bébés ?



Patrick Schindler

Rappel des faits : le 17 mars dernier, deux élèves de 3^e (âgés de 14 et 16 ans) du collège Sévigné à l'Epeul, un quartier de Roubaix, ont été menottés en pleine classe, puis incarcérés, devant leurs camarades particulièrement choqués et leurs professeurs d'anglais et de mathématiques effarés, par une telle intervention. La professeure d'anglais s'est effondrée, en larmes, sous le coup de l'émotion, tandis que deux autres adolescents (dont un ancien élève) étaient arrêtés à l'extérieur de l'établissement, soupçonnés d'avoir jeté des petites bombes à l'acide dans la cour du collège.

À l'origine, quelques boules de neige

L'histoire commence un jour d'hiver, tandis qu'une conseillère principale d'éducation est bombardée de boules de neige, par les élèves dans la cour du collège, et touchée au visage, provoquant une incapacité de travail d'une durée de sept jours. Le même après-midi, les élèves réitérent et agressent le principal adjoint, avec des œufs et des tomates. Il décide d'envoyer les responsables devant le conseil de discipline et porte plainte au commissariat. Quelques jours plus tard, quatre bouteilles d'acide, certainement stockées par une poignée d'élèves irresponsables sont retrouvées dans l'enceinte de l'établissement, puis trois autres, tandis que l'une d'elle est lancée sur la conseillère. Cette fois, certains enseignants, qui avaient alerté la

direction à de nombreuses reprises sur la montée de comportements agressifs, estiment que « leur sécurité et celle des élèves n'est plus assurée et décident de faire jouer leur droit de retrait d'exercice, certains jours de la semaine ». Quelques élèves portent également plainte, sous couvert d'anonymat. L'origine des troubles est due, selon d'autres enseignants, « à la volonté de la direction de laisser s'envenimer la situation, au lieu de recourir au dialogue, jusqu'à l'extrémité aberrante du recours à la police ».

Des regrets, des regrets...

L'inspecteur d'académie regrette « les modalités de l'arrestation dans un établissement, en l'absence de demande du procureur, ce qui représente un manque de

discretion et de respect que l'on doit aux gens » et demande l'ouverture d'une enquête administrative. Le syndicat d'enseignants FSU qualifie l'intervention de « peu compatible avec la dimension éducative, même si, au cas par cas, elle peut se justifier, mais sous réserve de connaître plus précisément toutes les circonstances ». Pour sa part, SUD estime que « l'intervention de la police relève du domaine de l'inacceptable, dans la mesure où le remède risque d'être pire que le mal, en jetant de l'huile sur le feu ». Une minorité de professeurs a refusé de reprendre le travail afin de protester contre l'intervention policière en plein cours, tandis que le collègue a déclenché une opération « collègue mort », à la demande des parents d'élèves.

Une manifestation a rassemblé, les deux jours suivants, une centaine d'élèves, quelques professeurs et parents, « par solidarité avec les élèves arrêtés ». Parmi eux, se trouvait la mère d'un des mineurs interpellés, qui a déclaré à la presse locale : « S'il a fait quelque chose de mal, c'est tant pis pour lui, et les policiers ont fait leur travail, cependant, la directrice n'avait pas à les laisser menotter mon fils en classe, c'est inadmissible. »

Le procureur de Lille justifie l'interpellation

En effet, il revendique l'intervention de la police en pleine classe, demandée par la principale du collège en justifiant : « Il y a une place pour l'éducation et une place pour l'exercice normal de la police » et demande la mise en examen des quatre mineurs pour « fabrication et détention d'engins explosifs et violence avec arme n'ayant pas entraîné une incapacité de travail supérieure à huit jours ». Les faits sont passibles de cinq ans de prison et les quatre adolescents ont été remis à leur famille, mais également placés sous la tutelle de la protection judiciaire de la jeunesse. Même si les acteurs en présence déplorent la tournure prise par les événements et condamnent les derniers débordements, la plupart se disent toujours traumatisés par la violence d'une telle intrusion des forces de police dans un établissement scolaire. On peut en effet s'interroger sur la légitimation de telles pratiques, surtout après avoir assisté en février 2005 au gigantesque coup de frime médiatique organisé devant 1 800 établissements scolaires « dits sensibles » et montrant des rangées de CRS accompagnés de chiens, fouiller les cartables des élèves, sans aucun résultat notable (voir le *Monde libertaire* du 24 février 2005). Faut-il s'attendre à assister aux mêmes scénarios dans les crèches, à l'encontre des nourrissons récalcitrants qui jettent leur nounours à la tête des baby-sitters ? Le ministère de l'Intérieur doit bien y avoir déjà pensé, non ?

Patrick Schindler est un militant du groupe Claaaaaash
Groupe-claaaaaash@federation-anarchiste.org

Eddy, Rolando, Hans trois cas d'urgence

Ce texte concerne trois urgences, trois bonnes raisons d'intervenir, pour trois personnes différentes, un adulte et deux jeunes. Ils sont actuellement placés en centre de rétention, et menacés d'expulsion dans les plus brefs délais.



Eddy Kabuya, étudiant à l'IUT d'Orsay (91), est congolais. Il est entré en France en 2000, fuyant les persécutions dont sa famille a fait l'objet (son père a disparu depuis 1998). Mais tandis que ses frères obtenaient l'asile politique au Canada, que sa sœur, encore mineure, trouvait en France une famille d'accueil, puis obtenait la nationalité française, Eddy, lui, s'est vu refuser le statut de réfugié, au bout de trois ans de procédure. Entre-temps, il avait repris ses études de chimie. Arrêté lors d'un banal contrôle, placé en centre de rétention, on lui a délivré un arrêté de reconduite à la frontière, sans qu'il ait pu exercer son droit de recours. Dans les heures, dans les jours qui viennent, Eddy risque d'être expulsé, renvoyé dans un pays où il est menacé de mort.

Rolando Evangelista vit en France depuis plus de neuf ans. Philippin d'origine, sans papiers, il a été interpellé le 10 mars à la Défense, puis placé en centre de rétention, à Vincennes. Il est marié et père de trois enfants, dont les deux plus jeunes sont nés en France. Tous les trois sont scolarisés, en maternelle et à l'école primaire. La mesure de reconduite à la frontière prise à l'encontre de Rolando est d'autant plus inacceptable qu'il réside en France depuis de nombreuses années, y a visiblement fait sa vie et qu'à quelques mois près il aurait pu prétendre à la régularisation de sa situation. Se pose en outre la question du sort réservé aux enfants. Les autorités envisagent-elles de les rendre quasi orphelins en exilant leur père à l'autre bout du monde, ou préféreront-elles, comme c'est de plus en plus fré-

quent, les interner eux aussi en centre de rétention ? Les termes de l'alternative sont aussi inhumains l'un que l'autre. Il est urgent que Rolando soit libéré, qu'un titre de séjour lui soit délivré, afin qu'il puisse travailler normalement. Ses enfants doivent pouvoir poursuivre leur scolarité dans le pays dont ils parlent la langue.

Originaire de l'île Maurice, **Hans Catheaux** est arrivé en France à l'âge de 16 ans. Son père étant décédé, il n'a plus aucune famille dans son pays d'origine. Il est actuellement en 1^{re} année de vente dans un lycée parisien. Or, pour la deuxième fois de cette année scolaire, Hans se retrouve placé en détention administrative. C'est le mi-temps carcéral comme méthode pédagogique ! En novembre dernier, il est demeuré 32 jours (la durée maximale) en rétention, et bien entendu n'a pas pu poursuivre ses études pendant ce temps. Quatre mois plus tard, il se retrouve une nouvelle fois en détention.

Le tribunal administratif a refusé de considérer la poursuite de ses études comme déterminante, et la préfecture de police de Paris n'a pas voulu reconsidérer sa situation. C'est de l'acharnement, la préfecture s'entêtant à vouloir le renvoyer dans un pays où il n'a plus aucune attache. Hans Catheaux doit être libéré immédiatement, et on doit le laisser suivre ses études en France et, plus tard, s'il le souhaite, y travailler.

Informations tirées de :

Classesenlute@cmt-f.org

La « culture de vie » de G.W. Bush

« Il est toujours sage de se tromper en faveur de la vie. »

G.W. Bush



DEPUIS QUINZE ANS, Terri Schiavo est plongée dans un coma végétatif, irréversible. Depuis quinze ans, son mari se bat pour que soit mis fin au calvaire de cette jeune femme, dont le visage est comme figé dans un éternel sourire. Mais voilà, les parents de Terri, deux fervents catholiques, s'y opposent fermement, et jusqu'à aujourd'hui ont toujours obtenu des juges que leur fille soit maintenue en vie. Aux États-Unis comme ailleurs, la question de l'euthanasie et du « respect de la vie » fait l'objet d'un débat aux relents bondieusards. Dans ce contexte « l'affaire Terri » est passée du statut de drame familial à celui de tragédie nationale, notamment depuis que Bush lui-même a décidé de s'en mêler. Écortant ses vacances, il est rentré à Washington pour signer une loi destinée à rétablir le « branchement » alimentaire, interrompu deux jours plus tôt sur décision de justice. En pure perte: décidant de passer outre aux gesticulations de notre champion de la foi, le juge s'en est tenu à la loi et a refusé qu'on rebranche la pauvre Terri. Pour l'heure, on en est là.¹ Cependant le hasard, qui n'aime pas trop les bigots, a voulu que le jour même où Bush affirmait que Terri était « en vie comme vous et moi », un ado nommé Jeff Weise, habitant de Red Lake, Minnesota, abatit son grand-père, s'emparait de ses armes, puis se rendait en cours. Bilan: dix morts, dont cinq élèves. Si ce n'est une coïncidence de date, rien ne rattache à première vue l'hécatombe de Red Lake à l'affaire Terri. Un lien existe pourtant, qui, en langage bushien, porte le nom de « culture de vie ».

Depuis déjà plusieurs années, les ultralibéraux de la Christian Coalition ont entamé une danse macabre autour du lit de Terri Schiavo. Ils

ont pour partenaires les conservateurs de tout bord² ainsi que les anti-avortement. S'ils ont fait de cette survie artificielle l'enjeu d'une vaste bataille juridico-politique, c'est de religion avant tout qu'il est question ici. Le Vatican ne s'y est d'ailleurs pas trompé, qui ne s'est pas privé d'intervenir, estimant que « la situation de M^{me} Schiavo n'est pas différente de celle des condamnés à mort, sauf que Terri n'a commis aucun crime » (goutons ce sauf que), dénonçant « une société incapable d'apprécier et de défendre le cadeau de la vie ». Que dix-huit médecins en quinze ans aient attesté du peu de faculté dont jouissait la malade d'apprécier le cadeau en question, que plusieurs juges aient lâché leur bible pour signer l'acte autorisant la fin de ce calvaire, ne change rien pour les ultras: seul compte le « respect de la vie dans toutes ses étapes ».

Il est cependant une « étape » dont semblent se soucier fort peu le président et ses sbires: celle qui conduit des enfants d'une salle de cours à la morgue. Jeff Weise, adolescent perturbé, amateur d'armes et grand admirateur d'Hitler (il se donnait le nom de *Todesengel*, « ange de la mort » en allemand), n'est que le dernier d'une longue liste de tueurs qui firent, en moins de huit ans, cinquante morts et près de quatre-vingts blessés (les Américains ont baptisé ce phénomène le *school-shooting*). À chaque nouveau massacre sont impliqués des ados, voire des enfants (en février 2000, un garçon de 6 ans a provoqué la mort par balle d'une de ses camarades), à chaque fois c'est l'école ou le campus voisin qui fait office de champ de tir. Et, naturellement, à chaque fois, il est fait usage d'armes à feu. Dans le pays du « respect de la vie », ces armes pullulent, et

l'ange de la mort n'a eu qu'à se rendre chez papy pour se procurer de quoi assouvir ses pulsions. À chaque fois se repose bien sûr le problème de la possession, ainsi que de la profusion de ces armes. Mais la « culture de vie » des décideurs états-uniens s'arrête là où commencent leurs intérêts personnels. Quelques dizaines de jeunes victimes ne méritent pas qu'on modifie une législation autorisant les mêmes à jouer avec des flingues, ne méritent surtout pas de se mettre à dos la puissante National Rifle Association et ses quelques millions de membres. L'« obligation morale » dont se réclame Bush, dès lors qu'il s'agit d'empêcher qu'on abrège le supplice de Terri, ne semble plus devoir s'appliquer quand le danger est grand de froisser le lobby pro-armes. Au final, la « culture de vie » de Bush et consorts, c'est condamner Terri à vivre, alors que les gamins peuvent eux continuer de crever.

Fred

groupe Louise-Michel

1. En quinze ans, c'est la seconde fois que Terri est « débranchée ». La première tentative se solda par un échec, après que Jeb Bush, gouverneur de Floride et frère de l'actuel président, intervint personnellement et fit en sorte que la malade soit réalimentée.

2. Réduire cet affrontement à une opposition droite-gauche serait une grossière erreur: la nuit où le Congrès se réunit dans l'urgence, démocrates et républicains votèrent comme un seul homme. Dès qu'il s'agit de religion, les pâles nuances du spectre politique s'effacent au profit d'un consensus gris, sorte d'union sacrée au nom du « respect de la vie ».

Dénucléarisons le monde !

Désarmons-les !

Appel pour une sortie
du nucléaire militaire

Pour un désarmement
atomique total



L'ANNÉE 2005 est une année décisive pour les partisans de la paix dans le monde : on commémorera le 60^e anniversaire des destructions de Hiroshima (6 août) et de Nagasaki (9 août) et, au mois de mai, se tiendra la conférence de révision du Traité de non-prolifération des armes nucléaires (réunissant plusieurs centaines de pays). Cet accord entré en vigueur en mars 1970 interdisait aux cinq détenteurs officiels de l'arme nucléaire (États-Unis, URSS, Grande-Bretagne, Chine, France) de livrer du matériel ou des renseignements aux autres États, lesquels s'engageaient à ne pas produire de bombes.

C'est l'occasion de faire pression sur les gouvernements pour que « chacune des parties du traité s'engage à poursuivre de bonne foi des négociations sur des mesures efficaces relatives à la cessation de la course aux armements nucléaires à une date rapprochée, et sur un traité de désarmement général sous contrôle international strict » (art. 6 du TNP). C'est aussi le moment pour la population mondiale et pour le mouvement social de se réapproprier les revendications de désarmement et de démantèlement afin que les politiciens, les militaires, les complexes militaro-industriels cessent de décider seuls de notre destin.

Pourquoi s'engager dans cette lutte ?

Le danger d'une guerre nucléaire n'a jamais été aussi grand aujourd'hui depuis la crise de Cuba (en 1962). Au lendemain de la chute du bloc soviétique, nous pouvons espérer la fin de la

course à l'armement, un arrêt définitif du développement de nouveaux engins de mort et la dénucléarisation des arsenaux. En fait, on assiste à la prolifération d'armes nucléaires. Les puissances nucléaires sont aujourd'hui au nombre de neuf. L'attentat du 11 septembre 2001, les attentats près de la gare d'Atocha du 11 mars 2004 en Espagne, les fameuses « armes de destruction massive » irakiennes, l'accession des pays rivaux pakistanais et indien ainsi que la Corée du Nord au rang de puissance nucléaire servent de prétexte pour maintenir la dissuasion au centre de la défense militaire américaine, britannique et française.

C'est aujourd'hui la course technoscientifique de ces puissances afin de moderniser, « remettre à niveau » l'arsenal. L'enjeu prioritaire n'est pas le démantèlement mais la conception d'armes supposées répondre à une nouvelle situation géopolitique.

La France : la loi de programmation militaire 2003-2008 parle de rehausser le niveau de l'effort de défense. Le gouvernement français, tout en niant que c'est un accroissement de la non-prolifération, lance le programme de simulation Laser Méga Joule (pour pallier l'interdiction totale des essais, mais il s'agissait surtout d'améliorer des technologies déjà en service pendant les essais). Il devrait permettre de fabriquer des armes à fusion pure se passant de l'explosion d'une bombe uranium ou de plutonium pour se déclencher. De plus, le sous-marin lanceur d'engins nucléaires, le *Vigilant*, vient de remplacer l'*Indomptable* en novembre 2004 et le *Terrible* pour rejoindre la

Force océanique stratégique en 2010. Tout cela s'ajoute bien sûr au premier bâtiment de surface français à propulsion nucléaire : le porte-avion *Charles-de-Gaulle* transportant des avions « super étendard » armés à l'occasion de missions nucléaires AMSP...

Les États-Unis : l'administration Bush est largement responsable de la reprise de la course aux armements. Le 13 décembre 2001, elle annonce son retrait du traité ABM signé en 1972. Il interdisait aux parties de construire des systèmes de défense contre les attaques de missiles stratégiques. Le président Bush lance alors le programme américain de bouclier antimissile sur son territoire. Jusqu'à cette date, la dissuasion reposait sur la destruction mutuelle assurée, mais l'équilibre de la terreur n'était pas suffisant pour le gouvernement américain désireux de remporter la suprématie.

L'OTAN est aussi responsable de la dissémination d'armes atomiques dans l'espace qu'elle occupe. Par exemple, en Belgique, la base de « Kleine Brogel » pourrait stocker dix bombes atomiques de type B6. Une seule a une puissance potentielle de quatorze fois la bombe de Hiroshima. Toutes les bases accueillant les forces de l'Alliance peuvent abriter un jour du matériel atomique. L'élargissement de l'OTAN à différents pays de l'Est n'arrange rien.

Pourquoi cette organisation militaire ne s'est-elle pas dissoute en même temps que le pacte de Varsovie ? La dissuasion nucléaire a-t-elle été utile pour stopper les conflits en

ex-Yougoslavie, pour lutter contre Al Qaïda, pour empêcher l'anéantissement des employés des Twin Towers? Non!

Des armes de destruction massive

Les premières puissances, tout en approuvant la nécessité de démantèlement, réaffirment le besoin d'armes nucléaires pour leur propre protection contre des pays « voyous » et « l'hyper-terrorisme ». Elles n'hésitent pas à rompre, à contourner des traités internationaux, elles développent de nouvelles « armes de destruction massive » et ne se gênent pas pour interdire aux autres de s'en procurer. Si besoin est, elles usent de ce prétexte pour partir en guerre.

La dissuasion nucléaire représente plusieurs milliers d'emplois pour son élaboration et sa gestion, mais rappelons-le, toute arme atomique est une « arme de destruction massive ». Leurs effets ne sont contrôlables ni dans l'espace ni dans le temps, et ils ne distinguent ni les civils ni les militaires.

Selon les données de 2003 des associations de victimes, ce sont plus de 285 620 personnes qui furent irradiées à Hiroshima et à Nagasaki. Les essais nucléaires soviétiques au Kazakhstan et américains dans le Nevada et dans le Pacifique ont également tué et/ou empoisonné des centaines de milliers de personnes. Il est plus que probable qu'il en est de même concernant la Grande-Bretagne en Australie, la France au Sahara et en Polynésie. Sans parler de l'usage de l'uranium appauvri dans des bombes sur les champs de bataille en Irak et ex-Yougoslavie, les naufrages et avaries de sous-marins...

L'usage de l'arme nucléaire, c'est, pour les survivants, des cancers, la leucémie, des troubles gastriques, des problèmes cardiaques, des malformations génétiques, etc., c'est contaminer la chaîne alimentaire, c'est tout simplement mettre en péril toute forme de vie sur Terre, ainsi que l'existence des futures générations.

La dissuasion nucléaire

C'est un détournement de fonds et de matières grises au profit des intérêts des complexes militaro-industriels et des gouvernements successifs complices et complaisants. Le ministère français de la Recherche estimait en 2004 à 25 % la part pour l'armée dans son propre budget et donnait aussi la part de 20 % de nos impôts pour gérer la force de frappe nucléaire! Le « porte-avion nucléaire » aurait coûté 2926 millions et un sous-marin nucléaire nouvelle génération 2241!

Ailleurs, dans les pays en voie de développement, l'effort national vers l'arme atomique, c'est souvent encore moins de moyens pour éduquer les jeunes filles et soigner les femmes. C'est renforcer et maintenir le patriarcat. Partout, c'est moins d'écoles, moins d'hôpitaux, moins de services sociaux, moins de recherche civile, etc., c'est plus d'inégalités sociales.

Que faire ?

Étant donné les gâchis financiers, humains, écologiques, il est grand temps pour la population, pour les différentes composantes du mouvement social, de replacer la question du désarmement nucléaire dans les débats politiques, dans le champ des revendications sociales. Il faut se servir des différents traités internationaux signés par les gouvernements pour enfin demander des comptes à nos « dirigeants » et faire taire les sirènes des complexes militaro-industriels. Il faut constamment revendiquer la non-prolifération, le démantèlement généralisé des armes nucléaires et la redistribution des fonds vers la dénucléarisation des arsenaux, vers le traitement des déchets radioactifs, vers la reconversion des industries de l'armement et vers le financement des activités socialement plus nécessaires.

En regard des menaces d'anéantissement qu'encourt l'humanité entière, nous avons le droit et la responsabilité d'appeler la population à des actions de désobéissance civile non violente : manifestations, pétitions, sit-in, die-in, marches, blocages de caserne et de base, « missions populaires d'inspection sanitaire et de contrôle de la radio-activité », « missions populaires de recherche d'armes de destruction massive », objection fiscale, grèves, etc.

Dénucléarisons le monde!

Collectif des anarchistes de l'Ouest
groupe Jean-Souvenance de la FA

Quand l'autruche éternue...

Négative attitude

« Le "non" serait une négation de nous-mêmes. » Jack Lang, ouïouiste.

Comme disait Wittgenstein, autant le « non » négativise l'inversion objet-relation, autant le « oui » est à même de positiver, par l'affirmative, le rapport tangible/intangible. Fais pas la gueule, Jack, je déconne...

Héritage

« Restez fidèles à l'héritage de la Jeunesse agricole catholique, qui a planté l'arbre de la Constitution européenne. » Bayrou, autre ouïouiste.

Avec de tels arguments, le « non » est bien parti.

Il se rend même plus compte

« Près de cinq ans sans aller au Japon, c'était pour moi insupportable. » Chirac, nipponologue.

Insupportable, bien sûr... C'est comme pour mon copain Robert : depuis qu'il est au RMI, fini les vacances à Maubeuge. Ah, c'est dur pour tout le monde...

Du cash

« Une politique en faveur des femmes n'est pas seulement une affaire de justice, mais un outil de performance économique. » Nicole Ameline, ministre de... de quoi déjà?

Si l'égalité hommes-femmes se met à rapporter du cash, gageons que nos amis les entrepreneurs de France autoriseront enfin Madame à travailler. À condition que ce soit pour eux.

Chicots

« L'Europe est un élevage en batterie de boucs émissaires. » Hollande, ouïouiste historique.

S'exprimant devant un parterre d'agriculteurs, le premier secrétaire a cru bon d'adapter son vocabulaire. Le jour où il prendra la parole au congrès des dentistes du Val-de-Saône, Hollande leur parlera de l'Europe comme d'une carie mal soignée coincée entre deux chicots pourris.

La rue grogne, les verrats couinent

« Le gouvernement n'a pas cédé devant la mobilisation parce qu'il a considéré que cette mobilisation n'a jamais été majoritaire. » Fillon.

Qu'est-ce qu'il aurait fallu? Que les lycéens soient cinquante millions dans la rue? C'est ce gouvernement d'imposteurs, cette Chiraquie en ruine ne devant son salut qu'à Le Pen, cette droite s'étant pris deux claques sur le groin lors des dernières élections, c'est ces truands qui maintenant donnent des leçons de majoritarisme?

Très chers

« De mon appartement, à travers la télévision, je suis spirituellement parmi vous, très chers. » Jean-Paul II.

Très cher JP, puisque personne au Vatican n'ose t'avouer la vérité, je me charge de t'apprendre que nos postes télé sont équipés d'un petit bouton, très pratique, sur lequel y a marqué on/off, et grâce auquel on évitera que tu squattes le salon. À part ça je te souhaite vivement de continuer à mourir, plus ça dure et plus tu deviens effectivement « spirituel ».

Frédo Ladrisse

(sources : l'Express, le Figaro, Libération, le Monde)

... c'est toute la jungle qui s'enrhume

La guerre des traités de non-prolifération nucléaire

C'EST A NEW YORK, du 26 avril au 7 mai, que se tiendra une conférence de préparation à la révision du Traité de non-prolifération nucléaire (TNP). Depuis la fin de la guerre froide, on pourrait croire le danger des bombes atomiques écarté; il n'en est rien. Au contraire.

Le Traité de non-prolifération a pris effet le 5 mars 1970. Dans le TNP, il y a deux catégories d'États: ceux qui avaient la bombe avant la signature du TNP, qui se trouvent être les membres permanents du Conseil de sécurité de l'ONU: États-Unis, Grande-Bretagne, France, Chine et URSS (aujourd'hui la Russie). Les autres États sont ceux qui n'avaient pas la bombe.

Dans ce traité, il est notamment dit que les États nucléaires ne doivent pas livrer d'armes ou donner la possibilité de produire d'armes nucléaires aux autres pays, qui s'engagent à ne pas recevoir d'aide ou de matériel permettant la fabrication.

Les pays non signataires du TNP ne pourront recevoir aucune aide à la recherche dans ce domaine, et l'AIEA (Agence internationale à l'énergie atomique) aura pour mission d'inspecter les pays suspects de vouloir outrepasser le traité.

Depuis la signature du traité, l'Inde et le Pakistan détiennent l'arme atomique. La Corée du Nord, Israël et l'Iran sont fortement soupçonnés d'être équipés ou de tenter de le faire. Enfin, il y a des pays qui n'ont pas signé le traité et ceux qui l'ont signé et ne le respectent pas.

En 1995, les cinq États qui possédaient la bombe atomique n'avaient pas désarmé comme les y obligeait le TNP.

Au mieux, ils s'étaient débarrassés de leur stock inutilisable de bombes, ou avait réduit leur arsenal. Mais le 11 mai 1995, les États étendent ce traité sans limite de temps, et un autre traité, complémentaire, était alors signé: le CTBT (pour l'arrêt des essais de bombes nucléaires). Depuis la dernière révision du TNP (mai 2000 à New York), la situation n'a pas changé de façon significative bien qu'un engagement en treize étapes ait été signé par les États possesseurs d'armes nucléaires.

Parallèlement à ces négociations, d'autres lieux existent pour ces questions (la Conférence de Genève) et d'autres décisions se prennent (accords militaires entre États-Unis et Russie). Il y a aussi le TICE

(Traité d'interdiction des essais nucléaires), que les États-Unis, la Chine, Israël... n'ont pas signé en 1996. Il n'est pas facile de suivre les circonvolutions diplomatiques et militaires en matière d'armement nucléaire.

L'échec des traités

Lors de rencontres, en 2003, à Villeurbanne (Rhône), les associations qui militent pour le désarmement constataient « la contradiction entre les obligations légales de désarmement nucléaire fixées par l'article VI du Traité [...] et le constat de la poursuite de la prolifération des armes nucléaires. On assiste à de nouveaux développements d'armes dans les pays nucléaires et à des projets d'équipements d'armes nucléaires dans plusieurs nouveaux pays (Iran, Corée du Nord) ».

Il faut dire que les « États voyous » qui ont violé, contourné, refusé le TNP sont nombreux. Les États-Unis, par exemple, qui ont vendu du plutonium entre 1957 et 1991 à des pays à des fins de « recherches »: France, Japon, Allemagne, Irak, Iran, Israël, etc.

Le lien entre le nucléaire civil, qui produit du plutonium dans les réacteurs, et le nucléaire militaire qui a besoin de ce pluto-

nium pour fabriquer des armes, est tenu. Aujourd'hui, le stock mondial connu de plutonium se monte à près de mille tonnes. De quoi attiser bien des convoitises dans des pays défaillants sur la surveillance de leur stock et qui permettrait à des groupements terroristes de s'équiper. Sans parler de la dangerosité même de ce matériau, mortel pour des milliers d'années.

Autres violations du TNP: le commerce d'installations et d'éléments permettant, à terme, la production d'une arme atomique. Au cours des années 1980, on verra par exemple la France commercer avec l'Iran, l'Irak, l'Égypte, Israël, l'Afrique du Sud, la Corée du Sud, Taïwan. La Belgique négociera avec la Libye. L'Allemagne fournira l'Algérie, le Brésil et l'Argentine, etc.

Le TNP donne aussi le faire-valoir aux États nucléaires pour empêcher les autres États d'arriver à ce stade. Pour cela, l'AIEA dépêche, souvent sous influence diplomatique, des inspecteurs en Corée du Nord, en Iran, etc. désignés par les États-Unis, dans sa nouvelle doctrine, comme des États à surveiller. Ainsi les « États nucléaires » contrôlant le Comité de sécurité de l'ONU empêchent d'autres États d'accéder à l'arme la plus dangereuse jamais réalisée (au prétexte qu'ils ne sont pas assez stables), et peuvent aussi contrôler l'opinion publique sur les questions liées au nucléaire civil et militaire, par exemple en atténuant le chiffre des victimes de Tchernobyl (1986).

Quoi qu'il se fasse à New York, il est flagrant que la communauté internationale des États est en décalage avec les opinions publiques internationales, ce qui démontre que nos aspirations sont bien éloignées de celles des gouvernants, des militaires et des marchands. Et quoi qu'il se décide à New York, il convient d'approuver l'analyse de Bruno Barrillot (auteur d'un nouveau livre: *Le Complexe nucléaire*): « Une étape importante et radicale devrait consister à couper en amont l'approvisionnement des industries militaires en "matières premières nucléaires", solution que les industriels et les diplomates ne sont pas prêts à promouvoir. »

Vous avez dit criminels?



Daniel

groupe Gard-Vaucluse

Berlin

Lutte pour le maintien des « espaces libres »

LE YORK59 (projet d'habitation alternatif, voir le Monde libertaire, n° 1388) semble plus que jamais menacé d'expulsion.

La situation, déjà délicate pour les habitants, s'est encore dégradée. Le 12 mars dernier, l'eau et le chauffage ont été coupés (pendant deux jours) sans que ces derniers en aient été informés au préalable! Le gérant de l'immeuble, Gregor Marweld, menaçait dans la foulée de faire appel à l'huissier de justice afin que l'arrêt d'expulsion soit appliqué. Il justifia cette décision soudaine par le fait que des villas appartenant à sa mère, Marianne Marweld, copropriétaire de la société de gérance (Hausverwaltung BauPartner) ont subi des dégradations causées par des boules de peinture lancées sur les façades...

Ces actions, menées par des sympathisants du York59, sont porteuses d'un message clair: ceux qui s'attaquent aux projets d'habitation alternatifs doivent s'attendre à subir quelques désagréments!

Parallèlement, un autre « espace libre » doit craindre une expulsion imminente. Le « Wagenplatz » (terrain où peuvent se regrouper des caravanes) « Schwarzer Kanal » (Canal noir) voit ses contrats de location arriver à échéance dans deux semaines. Le recours déposé contre l'arrêt d'expulsion reste en suspens. Au niveau des institutions de la ville le Sénat empêche toujours toute prolongation des contrats, car un énorme projet immobilier devrait voir le jour sur ce terrain.

Le Canal noir est un lieu de vie à caractère politique et culturel. Les habitantes (transgenres, lesbiennes et hétérosexuelles) organisent des événements non commerciaux qui attirent régulièrement quelque cinq cents personnes. Pourtant, il n'en est pas à ses premières difficultés. Ainsi, en 2002, il fut obligé de quitter le terrain occupé depuis dix ans, près du pont Schilling, pour faire place à la construction d'un nouveau bâtiment. Après de longues négociations, un terrain « équivalent » fut obtenu à l'époque. C'est de ce terrain que risquent d'être bientôt chassés les habitantes du Canal noir!

Pour protester contre la menace d'expulsion qui plane sur ces deux projets alternatifs, des militants ont investi le 17 mars vers 15 heures l'hôtel de ville de Kreuzberg pour



lancer une occupation. Celle-ci, procédée par une petite centaine de personnes se prolongera comme prévu jusqu'au lendemain et se terminera par une conférence de presse. Durant toute l'occupation, la police restera très discrète.

Alors qu'à l'intérieur de l'hôtel de ville les militants tenaient la conférence de presse, des activistes sont descendus en rappel le long de l'immeuble, d'une hauteur de dix étages (personnes ayant le vertige s'abstenir), pour accrocher une immense banderole (6 x 10 m) sur laquelle on pouvait lire: « L'expulsion n'est pas une chose privée - Nous voulons une solution politique! Le York59 restera. »

Pour conclure, on peut dire que l'expulsion de ces deux lieux de vie atypique est à mettre en lien avec le réaménagement et la rénovation de certains quartiers de Berlin. Ceux-ci aboutissent très souvent à une hausse considérable des loyers et contraignent de nombreuses personnes à partir. Des projets immobiliers finissent ainsi par changer en profondeur le tissu social de certains quartiers de Berlin.

Olynx

groupe Juillet 1936, Strasbourg

E skandal em Elsass Scandale en Alsace!

UNE CHAÎNE DE MAGASINS, Match, pour ne pas la nommer, a décidé de rester ouverte le Vendredi saint comme jour de solidarité avec les vieux. Cela fait scandale. Car dans cette belle province, il y a deux jours fériés en plus que dans le reste du pays: le Vendredi saint et la Saint-Etienne, le lendemain du jour de Noël. Et cela depuis plus de cent ans. Depuis que l'Alsace passa sous le joug allemand.

Jusqu'à présent personne n'avait osé y toucher, même au moment du débat sur les 35 heures. La hiérarchie chrétienne est montée au créneau, protestants et catholiques confondus.

En tant que laïques conséquents, nous ne pouvons rester en dehors de ce débat. Nous demandons que les fêtes juives importantes, telles que le Grand Pardon, Pâques ou le Nouvel An juif, soient fériées. Nous demandons que les fêtes musulmanes, comme l'Aïd el Kébir et la sortie du Ramadan, soient fériées.

Comme ces religions ont des visées universelles, tout le monde, croyants ou pas, doit en profiter. Après examen des fêtes déjà existantes, nous remarquons que les révolutionnaires ont le 14 juillet, les ouvriers le 1^{er} Mai, les militaires ont le 8 mai et le 11 novembre, les marchands de fleurs et les pompes funèbres ont la Toussaint, et les marchands de fers à repasser ont la Fête des Mères.

En conséquence, nous exigeons que toutes les professions ayant des buts sociaux, sans exclusive de classe sociale, aient droit, et nous avec, à leur jour férié. Les pompiers, c'est la Sainte-Barbe, les électriciens la Sainte-Lucie, les coiffeurs pourront choisir. Ceux que nous aurions oubliés sont priés de faire parvenir leur demande en temps utile à qui de droit. Et si jamais il restait du temps libre, ce serait l'occasion de faire leur fête aux patrons.

Elsässische Anarchiste
(des anarchistes alsaciens)

Le développement durable

Entendre parler à longueur de temps, de la part des pouvoirs publics, des hommes d'affaires, des technocrates, de « développement durable », ça finit par vous gonfler un tantinet. Un précédent article a déjà exposé l'étendue du désastre. Il importe ici de revendiquer la récidive parce que l'heure est grave, et que le lavage de cerveau en train de s'opérer va laisser des traces... durables !

Jean-Pierre Tertrais

Former le potache

Un torchon en couleurs intitulé Bloc notes (le magazine de l'académie de Rennes) vient de publier, dans son numéro de décembre 2004, un dossier « Éducation à l'environnement pour un développement durable ». Il s'agit, en douteriez-vous, d'une « nouvelle approche qui doit permettre de former des citoyens responsables, conscients des enjeux et des défis du siècle ».

Réchauffement climatique, effet de serre, pollution de l'eau, etc. Tous les enseignants sont invités à intégrer ces questions dans leurs enseignements, à travers leur discipline mais aussi par le biais de projets éducatifs qui impliquent des associations, des collectivités, des entreprises.

Le répertoire des actions s'écoule comme un long fleuve tranquille. Faire venir dans une classe un agriculteur (neutre évidemment, du type FNSEA, par exemple). Créer un site internet tenu conjointement par l'Éducation nationale et le conseil régional favorisant l'accès à une information complète, et forcément objective ! On se la joue « démocratique » en plus : la région s'engage à tenir compte des idées des lycéens dans les projets de travaux de leur établissement (les corbeilles à papier seront vert fluo !).

Ici, des groupes mènent une réflexion sur les applications du concept : gestion des déchets, bruit, déplacements, espaces verts. Là, des classes travaillent sur l'utilisation de chauffe-eau solaires, de commerce équitable. Ailleurs, des élèves de BEP conduisent une opération de tri sélectif. L'imagination bat son plein : puzzles, jeux de cartes, cassettes vidéo, saynètes théâtrales, opérations bol de riz (car il ne faut pas oublier de faire vibrer la fibre caritative !), et jusqu'à une convention tripartite avec EDF.

C'est-à-dire, abordons les questions secteur par secteur, ce qui empêche d'avoir une vision d'ensemble, et donc une compréhens-

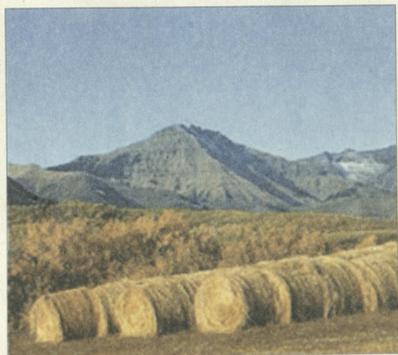
ion juste de l'impact global des activités humaines sur la planète. Proposons des solutions techniques aux problèmes économiques, sociaux, politiques, voire philosophiques. Développons le partenariat avec le monde du travail pour verrouiller toute velléité de contestation et offrir la mainmise au patronat.

En fait de citoyen responsable et serviciel, il s'agit de former des individus serviles qui remettent en cause leur propre comportement, mais qui n'auront jamais l'outrecuidance d'interpeller les vrais pollueurs, ceux qui échappent à la justice, ou dont les procès durent vingt ans pour se terminer par une amende dérisoire au regard des dommages commis.

Les sables mouvants de la contradiction

D'un côté, les dégâts causés à la biosphère atteignent de telles proportions que nos (ir)responsables politiques ne peuvent plus feindre l'ignorance. De l'autre, une analyse intellectuellement honnête démontrerait la nécessité de mettre en cause le « système » lui-même. La seule marge de manœuvre des décideurs se trouve dans un discours non pas seulement ambigu, mais hypocrite, en sachant que l'écart va continuellement grandir entre des propos lénifiants et une réalité alarmante.

D'où à la fois cet appel à la population à préserver l'environnement, à acquérir les bons réflexes (éteindre la lumière en quittant une pièce et recycler ses déchets), et le cri du cœur d'un Sarkozy encourageant à consommer toujours plus pour relancer la machine économique, la démarche d'un Chirac en Chine pour redynamiser les ventes des multinationales françaises, bref le maintien d'une idéologie libérale, à vocation productiviste et exportatrice. D'où, dans le même temps, cet appel au comportement respectueux de l'environnement et les sollicitations permanentes à l'acte d'achat. Évidemment, puisque si la



consommation ralentit, le système s'effondre! Pourquoi le Medef veut-il permettre aux Français de « travailler plus pour gagner plus », sinon pour consommer plus (est-il si sûr, d'ailleurs, qu'en travaillant plus, ils gagnent plus?). Et le bonheur dans tout ça?

Mentir et manipuler

L'objectif fondamental des pouvoirs publics est bien ce décervelage des élèves dont on exige un comportement exemplaire en les tenant soigneusement à l'écart d'une réalité sinistre. Car, pendant que nos chères têtes blondes sont sommées de ramasser les papiers qui traînent dans la cour, le carnage se poursuit.

— Le Comité interministériel d'aménagement du territoire convient que le transport routier augmentera de 43 % d'ici à 2025. Le fret SNCF, lui, étant condamné à la stagnation ; le tonnage transporté annuellement n'excéderait pas, en 2025, celui convoqué en 1980! Bonjour les engagements du protocole de Kyoto!

— En matière d'agriculture, l'État, contre ses propres lois, finance les pratiques polluantes, soutient l'extension des élevages intensifs, y compris en infraction. L'Europe elle-même vient de pénaliser les agriculteurs qui ont promu les systèmes herbagers d'élevage, au profit de ceux qui ont développé le maïs! Cette même Europe qui n'hésitera pas (elle l'a déjà fait!) à condamner l'État français pour non-respect de ses directives! À noter, d'ailleurs, une gifle magistrale pour les réformistes mystificateurs: le réseau Farre (agriculture raisonnée), pilier du développement durable et présenté comme tel dans les manuels de géographie des terminales, vient de perdre, sur décision du tribunal administratif de Paris, son agrément de protection de la nature, au motif que « l'association n'exerçait pas d'activité désintéressée et principale au service de la protection de l'environnement ». Quand on sait qu'il est financé par les fabricants d'engrais et de pesticides, on n'est pas vraiment surpris.

— Les stratégies de lobbying se poursuivent (mieux s'intensifient), visant à modifier une réglementation, adopter un amendement, autoriser un produit. On fait même de plus en plus fort: le 20 septembre 2003, Chirac, Blair et Schröder, agissant en véritables porte-parole du lobby, écrivaient au président de la Communauté européenne pour se dire préoccupés par le projet REACH, qui visait à passer au crible des tests de toxicité les 30 000 substances sur le marché: « Nous estimons que la procédure d'enregistrement envisagée sera trop bureaucratique et inutilement compliquée. » C'est-à-dire que, grâce à l'« élite » politique, les trusts chimiques vont pouvoir



continuer à larguer dans la nature des milliers de molécules dont personne ne connaît les effets à long terme, et encore moins les combinaisons qu'elles peuvent engendrer entre elles!

— En août 2003, un arrêté publié au Journal officiel interdisait de parler de tout ce qui touche à la protection, à la surveillance et au transport des matières nucléaires, alors que le maintien de cette filière laisse s'accumuler des déchets hautement toxiques pour des dizaines de milliers d'années.

— La hiérarchie de la communauté scientifique se fait régulièrement un devoir, en sous-estimant le risque, ou en le niant, de protéger les seuls intérêts industriels. C'est ainsi que l'Académie de médecine a annoncé, à propos des OGM:

« L'exigence de l'étiquetage total et de la traçabilité peut très bien se traduire par des conséquences commerciales désastreuses. »

En 1996, un rapport minimisant les dangers de l'amiante avait été adopté à l'unanimité par les académiciens. Pauvres pigeons de lycéens à qui on veut faire croire que les scientifiques défendent la vérité!

— La récente conférence de Buenos Aires sur le climat entérine un échec total: des négociations reprendront en 2005 en vue de nouveaux engagements pour après 2012! Il est urgent d'attendre!

Fomenter la révolte

Le répertoire de la corruption, la liste des pratiques frauduleuses pourraient s'allonger à souhait. Autant d'« informations » qu'il faut impérativement porter à la connaissance des jeunes générations, parce qu'elles seront les premières victimes des décisions criminelles prises par une horde de paranoïaques dont le seul objectif est de soumettre les populations à l'ordre économique et moral dominant.

Derrière la formule rituelle devenue incontournable de « développement durable » se cache la volonté de pérenniser, coûte que

coûte, le mercantilisme. Parce que le système libéral ne peut que s'enfoncer dans des contradictions de plus en plus profondes, la collusion entre le pouvoir d'État et celui du capitalisme atteint son paroxysme. Face à ces menaces bien réelles, le techno-fascisme déclare une triple guerre:

— À l'intelligence, en enfermant la jeunesse dans un modèle infantilisant d'aspirations consuméristes, en « colonisant leur imaginaire », en prêchant la résignation, en libéralisant, c'est-à-dire en démantelant, le service public d'enseignement.

— Aux pauvres, en accentuant la répression sur ces nouvelles « classes dangereuses » (harcèlement dans les espaces publics, multiplication des contrôles d'identité, etc.), en développant la « tolérance zéro » pour « nettoyer les rues », en dissociant les violences qualifiées d'« irrationnelles » ou de « gratuites » de leur contexte socio-économique. Car lorsque le pouvoir a renoncé à combattre les inégalités sociales, il ne lui reste plus qu'à assurer une gestion policière de ses conséquences.

— Au vivant. Grâce à la fuite en avant technologique, à la confiscation de l'expertise par une minorité, à l'exacerbation de la course au profit, les multinationales de la nécrotechnologie (et non biotechnologie) sont en train de réaliser le contrôle total sur la production agricole et alimentaire, en privant les plantes et les animaux de la faculté la plus fondamentale des êtres vivants, celle de se reproduire. Après la propriété des moyens de production, celle des moyens de reproduction, et la boucle est bouclée!

Confrontés à un véritable projet totalitaire auquel le concept de développement durable fait écran, il importe plus que jamais de se battre. La riposte doit être à la mesure de l'offensive: tous les moyens doivent être mis en œuvre pour susciter la seule réponse acceptable d'une jeunesse face à l'avenir qui lui est promis: la révolte.

J.-P. T.

Italie

Manifestation antimilitariste internationale

Fédération anarchiste italienne

Ce 19 mars dernier fut marqué par la journée de manifestation antimilitariste internationale à l'occasion du second anniversaire de la guerre en Irak. La Fédération anarchiste italienne (FAI) avait donné rendez-vous à Rimini pour dire non à toutes les guerres, non à toutes les armées. Pour dire non aux assassins qui, des bases militaires de toute l'Italie, partent pour leurs « missions » de mort. La lutte antimilitariste, l'opposition à la guerre, ne pourra être victorieuse que quand elle saura extirper les racines du militarisme là où elles sont solidement plantées : chez nous, dans nos maisons, dans nos villes, côtes et montagnes.

N

NOUS AVIONS PARLÉ sur l'internationalisme et la solidarité, contre la rhétorique tricolore qui, à droite comme à gauche, aliène les consciences. Ce fut un pari gagnant. Une journée antimilitariste fut décidée dans une ville, comme Rimini, où le militarisme pèse profondément sur la région.

À Rimini il y a, près de l'aéroport civil Fellini, un aéroport militaire où siège la Brigade Vega composée d'hélicoptères de combat qui, lors de la bataille « des ponts » à Nassirya, s'est distinguée dans l'assassinat d'hommes, de femmes et d'enfants désarmés. De Rimini, pour cette même « mission de paix », sont partis les hélicoptères Mangusta pour la guerre en Irak, où sont morts plus de cent mille civils. Là, le gouvernement italien avec l'argent soustrait aux écoles pour nos enfants, aux hôpitaux pour notre santé, aux investissements pour les transports des travailleurs, maintient et entretient un corps d'occupation. Les Irakiens vivent dans des conditions souvent misérables sous le joug des troupes des pays de la coalition guidée par les États-Unis. Les massacres de Falluja et de Ramadi, le féroce acharnement contre la population civile, sont le résultat de cette guerre. De cette guerre, comme de toutes les guerres.

Notre pacifisme, celui de des anarchistes, ne se sépare jamais de la critique féroce contre chaque forme de militarisme : « la paix » ne peut être acceptée comme un instant séparant deux guerres. La paix, la vraie, devient une perspective réaliste seulement en l'absence

d'armées. La conscience antimilitariste est donc la critique de la hiérarchie, de l'oppression, de l'état qui au nom de la « liberté » nous opprime chaque jour.

Nous avons parcouru les rues de Rimini, où nous manifestâmes déjà en 1999 contre la guerre au Kosovo, parce que nous savons que la guerre humanitaire n'est qu'un oxymore, parce qu'il n'y a pas de pouvoirs bons, ni de guerres justes.

La journée précédente, une banderole antimilitariste a été déployée sur la clôture de l'aéroport militaire, près de l'entrée fermée par des gardes armés et du fil barbelé. On a, de cette manière, voulu souligner que la lutte contre le départ des marines de Rimini ne peut être qu'une étape d'une plus vaste lutte pour la démilitarisation totale de la ville : les troupes italiennes apparaissent au premier rang dans cette guerre qui doit être enrayée sur nos territoires.

Le cortège est parti autour de 16 heures de l'arc d'Auguste, ensuite, nous avons parcouru les rues de la ville avec des slogans et la musique du A-Band de Modène. Selon le ministère de l'Intérieur, qui n'est certes pas soupçonné de générosité dans ses statistiques, nous étions un millier. Le long du parcours, des affiches représentant des bombardiers larguant leurs bombes ont été collés, sur lesquelles étaient inscrites : « Nous distribuons la démocratie ». Sur le pont des Milles nous avons déployé une banderole disant « Armées hors de Rimini, de l'Italie, de l'Histoire! »

Les camarades, nombreux, ont afflué de toute l'Italie. Les anarchistes de presque toutes les régions italiennes, du Piémont à la Calabre, sont venus avec de très nombreuses banderoles, des drapeaux et des panneaux. Les banques sur tout le long du parcours ont été recouvertes avec des affiches affirmant : « Nous nous battons contre les guerres et ceux qui les financent. Non aux banques armées. » La manifestation s'est terminée sur la place face au pont de Tiberio, que les manifestants de Rimini baptisèrent l'an passé pont Pedrizzi, en hommage au déserteur de la Première et de la Seconde Guerre mondiale. Sur l'arbre du déserteur, planté à cette occasion, a été rétablie la plaque commémorative, pendant qu'à l'entrée du parc a été placée une « stèle » en souvenir des déserteurs de toutes les guerres. L'accueil en ville fut amical, malgré les avertissements écrits et verbaux contre la manifestation anarchiste, les magasins sont restés ouverts, et les habitants se sont montrés curieux tout au long de la manifestation. De quelques comptoirs, des personnes nous saluaient le poing fermé. Sur la place Pedrizzi, un camarade du groupe Libertad a pris la parole pour rappeler les raisons de la manifestation ainsi que les luttes locales dans lesquelles les anarchistes de Rimini sont investis.

Puis est intervenu Giordano de la FAI de Jesi qui, dans une longue intervention, a rappelé les années de luttes antimilitaristes. Une dédicace spéciale a été faite au ministre de l'Intérieur Pisanu qui, la semaine dernière, a plusieurs fois exprimé son aversion pour les anarchistes. En fin de journée, les chansons d'Alessio Ligure ont été entonnées en chœur.

Arrêter la guerre est possible, pratiquons la désertion quotidienne !

Les États et le capitalisme ont déclaré la guerre à chacun de nous.

— Nous refusons de collaborer aux massacres perpétrés par les gouvernements, les classes dominantes, les élites économiques et les castes religieuses.

— Nous sommes contre toutes les armées parce que nous méprisons la hiérarchie, la subordination qui anéantit la liberté de l'individu et le cynisme dont est imprégné chaque pouvoir.

— Nous sommes contre toutes les guerres car ce sont toujours les faibles, les exploités, les sans-défense qui payent le tribut le plus lourd : ceux qui commandent du haut de leur fauteuil ne sauront jamais vraiment ce que signifie subir une guerre dans son propre corps. La seule issue restera donc toujours la désertion généralisée.

— Il est nécessaire de délégitimer la guerre et ses mécanismes, de saboter chaque engrenage de la machine, de mettre du sable dans le moteur du militarisme.

— La guerre est l'ennemi de la liberté. Nous sommes les ennemis de la guerre.

<http://federazioneanarchica.org>



Lettre aux femmes du XXI^e siècle

« Je suis l'Éternel féminin !...
Mon but se perd dans les étoiles !...
C'est moi qui suis la grande Isis !...
Nul ne m'a retroussé mon voile !...
Ne songez qu'à mes oasis.
Si mon air vous dit quelque chose,
Vous auriez tort de vous gêner ;
Je ne la fais pas à la pose ;
Je suis la Femme ! on me connaît. »

Extrait du *Concile féerique* de Jules Laforgue

Lilith

aux bons soins de
la commission Femmes



L'ÉTERNEL FÉMININ... Quelle drôle d'expression ! Qu'est-ce que l'éternité ? Qu'est-ce que LA Femme ? Deux mots vides, creux, mensongers. Deux mots qui ne recouvrent rien, rien qu'on puisse expérimenter, rien de réel. Et pourtant, comme les êtres humains sont fascinés par ces mots. Comme ils y croient. Comme ils en parlent, de LA femme, la première femme, l'archétype de toutes les autres... Quoi ?... Que dites-vous ?... Ève ? Ève, la première femme ? Une esclave, un objet sexuel fabriqué par Dieu pour le plaisir d'Adam, oui ! Hein ? Vous n'êtes pas au courant ? Mais c'est moi, la première femme, nom de Satan ! Remarquez, c'est vrai qu'on m'a tellement décriée, discréditée, diffamée, que je ne peux pas vous en vouloir d'avoir succombé à la propagande des religieux. Bon, laissez-moi vous expliquer...

Je suis l'égale d'Adam

La Bible a caché mon rôle lors de la Genèse, c'est dans la tradition juive qu'il faut chercher ma trace. Comme le dit le *Zohar* (XIV^e siècle) : « Lorsque Jéhovah créa Adam, il créa en même temps une femme, Lilith, comme lui tirée de la terre. » La tradition talmudique affirme même que nous avons été créés unis par le dos. Me voici donc, formée à partir d'argile, tout comme le premier homme. Je suis sa première compagne, et on aurait pu s'entendre, vivre en harmonie, en paix... si ce premier homme n'avait pas été le premier macho de l'histoire de l'humanité (on peut dire qu'elle a mal commencé). Pour les détails de l'histoire, il faut lire l'*Alphabet* de Ben Sira, un livre kabbalistique probablement rédigé autour du XI^e siècle. Ce pauvre Adam... si peu sûr de son pouvoir qu'il ne voulait pas faire l'amour en dehors d'un nombre limité de positions ! Et

celle qu'il préférerait entre toutes, ce puritain, c'était la position « du missionnaire ». Voici ce qu'il me disait, avec tout le mépris dont il pouvait user envers une femme : « Je ne me coucherai pas en dessous de toi, mais seulement au-dessus. Car tu es faite uniquement pour être dans la position soumise, car je suis ton supérieur. » Comme quoi les questions sexuelles cachent souvent des enjeux de domination... Bref, j'ai eu beau clamer qu'il n'était pas mon maître, car je ne voulais pas de maître, car j'étais son égale ; lui ne voulait rien entendre. La situation risquait de s'aggraver : je résolus alors d'en appeler au créateur qui nous avait conçus égaux. Et qui me donna des ailes pour fuir hors du jardin d'Éden. Je ne vous raconte pas la colère d'Adam... Penaud, il alla se plaindre au créateur, avec toute la servilité dont il savait user envers son Dieu :

« Souverain de l'univers, la femme que Tu m'a donnée s'est envolée ! » Le créateur m'avait octroyé des ailes : n'était-ce pas pour que j'en use ? Cependant, Adam se plaignit tant et si bien que l'Autre, apitoyé, envoya trois anges à ma poursuite : Snwy, Snsnwy et Snglf, afin de me ramener au domicile conjugal. Retourner là-bas, auprès d'un maître ? Jamais ! Dieu se fit menaçant : si je m'entêtais, je devrais me résoudre à voir mourir chaque jour cent de mes enfants. La sentence tomba comme un coup... Je pensai me jeter dans la mer Rouge. Puis j'entrai dans une colère noire : je voulais vivre, et vivre libre quel que soit le prix à payer – la liberté n'est pas négociable. Ni maître ni Dieu, donc !

Toujours rebelle, et de retour

Comme j'ai refusé de jouer le jeu de l'oppression, je suis restée dans le désert où j'ai rejoint le premier exilé : Samaël, le premier des anges

déchus. Bien m'en a pris, car du côté de celui qu'on appelle aussi Lucifer (ce qui signifie: « porteur de lumière »), on est moins obscurantiste en matière d'égalité entre les sexes. En Samaël, j'ai trouvé mon égal. La question de nos positions respectives ne se pose pas: tantôt dessus, tantôt dessous, à côté, ou autrement, nous échangeons nos rôles au gré du plaisir...

Tandis qu'Ève devenait LA référence en matière féminine, tour à tour épouse soumise, femme tentatrice, responsable du péché originel et mère du genre humain... j'étais, moi Lilith, crainte, insultée, attaquée. On a prétendu que je rendais visite aux femmes en couches pour étrangler leurs nouveau-nés. On a dit que je venais, la nuit, jouer avec les enfants (ceux qui sourient dans leur sommeil) pour tenter de les séduire. On m'a accusée d'avoir des relations avec les hommes qui dorment seuls la nuit, et de donner aux femmes des orgasmes... Tout cela est faux, je vous le dis... et pourtant, comme j'aimerais l'avoir fait!

Oui, quand vous, enfants, souriez la nuit, vous pensez à moi et rêvez de liberté. Quand vous, les femmes, jouissez de vos corps, je suis avec vous. Avec vous aussi, les hommes, quand vous cherchez votre plaisir, sans volonté de domination. Partout où il y a plaisir et joie, je suis là. N'ayez plus peur de moi, humains, n'ayez plus peur de vos désirs et des pulsions enfouies au plus profond de vous-mêmes. Nul démon ailé ne viendra vous emporter dans ses serres si vous avez joué!

On ne me connaît pas. On me représente souvent assise sur une terre, vêtue de noir. Ce n'est pas la couleur de la nuit, de l'obscurité, mais la couleur de la révolte contre l'autorité. Mon nom même d'ailleurs semble venir d'un mot assyro-babylonien qui signifie « esprit du vent »: le vent de la révolution? Le vent, en tout cas, qui soulève tous les voiles et fait voler en éclat les idées reçues.

Femmes, je n'en peux plus de vous voir soumises, acquises, conquises, dociles, serviles, fragiles, subalternes, ternies, prosternées, cernées, obéissantes, reconnaissantes, impuissantes, absentes, résignées, méprisées, siliconées, épilées, déguisées, cachées, maltraitées, excisées, lapidées, brûlées, battues, abattues, violentées, violées, etc. Femmes, ne baissez plus les yeux devant vos égaux, les hommes; ne cachez plus vos cheveux sous des voiles; ne taisez plus vos désirs sous des mensonges. Vous croyez être des filles d'Ève: oubliez-la, et rappelez-vous que vous êtes mes sœurs. Je sais, ce n'est pas facile – et qui suis-je pour vous parler de liberté alors que vous avez la peur au ventre? Je viens juste vous dire que vous n'êtes pas seules. Refusez l'autorité de vos frères, de vos pères, de vos dieux; élevez-vous contre l'ordre patriarcal: comme moi, vous sentirez des ailes vous pousser, et vous saurez, alors, combien il est beau d'être femme, une femme. Ne laissez plus les autres décider à votre place. Vous seules pouvez dire:

« Je suis une femme! on me connaît. » L.



Le féminin est-il soluble dans l'« universel » ?

« Qu'est-ce qu'un homme ? Rien. Qu'est-ce qu'une femme ? Rien. Qu'est-ce qu'un être humain ? Tout. »
Joseph Déjacque

Caroline Granier et
la commission Femmes

dEPUIS LES ANNÉES 1970, des commissions Femmes se sont succédé à la Fédération anarchiste, le plus souvent non mixtes. Aujourd'hui, la commission Femmes se réunit de nouveau. Or la non-mixité (née du Mouvement de libération des femmes de 1970), qui à l'époque a choqué l'ensemble de la société, fait toujours l'objet de nombreuses critiques y compris dans les milieux libertaires. Si nous sommes d'accord sur le fait que tous et toutes, nous sommes victimes du système patriarcal, et que c'est ensemble que nous devons le combattre, nous pensons cependant qu'il ne suffit pas de dire que, dans notre organisation, les femmes sont les égales des hommes, et que nos luttes sont universelles.

Une égalité de principe peut cacher une inégalité de fait

Refuser de considérer la question des femmes comme question à part entière revient à ne pas les reconnaître comme des sujets de droit. Les femmes ont en effet des raisons de se méfier de l'universalité, qui a trop souvent servi à entériner des inégalités — c'est ce que nous montre l'histoire des femmes en France et que rappelle très bien l'historienne Michèle Riot-Sarcey dans son *Histoire du féminisme* (La Découverte, 2002).

Pendant longtemps, l'exclusion des femmes de la sphère politique a été justifiée par des arguments essentialistes : par nature, par essence, la femme serait faite pour être mère, inférieure à l'homme sur le plan intellectuel, davantage guidée par ses sentiments que par la raison...

La 1^{re} République marque une rupture en proclamant l'universalité des droits. Cependant, le préambule de la Constitution ne mentionne pas les femmes, et Olympe de Gouges renvoie « l'homme de la Déclaration de 1789 à sa particularité d'être sexué ». Tout en se réclamant de la logique universelle, elle fait valoir la nécessité d'une loi générale en faveur d'une humanité composée d'hommes et de femmes en rédigeant en 1791 la « Déclaration des droits de la femme et de la citoyenne ». En 1793, celle qui

avait dit : « La femme a le droit de monter à l'échafaud, elle doit avoir également le droit de monter à la tribune », est exécutée. L'automne 1793 met fin aux espoirs : les droits sont « universels », pour tous... moins les femmes (ainsi mises hors de la loi commune).

En 1848, les femmes espèrent en cette II^e République qui annonce l'avènement de « l'égalité des droits ». Mais celles qui s'engagent dans la campagne électorale sont raillées... Finalement, le « suffrage universel » ne les concerne pas. Les hommes ont imposé au mot liberté un sens univoque.

Sous la III^e République, le féminisme se constitue en tant que mouvement, mais il semble impossible à concilier avec le socialisme d'alors qui sépare l'émancipation individuelle de l'émancipation collective. Or, les féministes ne peuvent distinguer droits individuels et droits collectifs : l'inégalité au sein de la famille est inséparable de l'inégalité sociale, économique et politique. Quant aux libertaires, s'ils s'éloignent de la misogynie légendaire de Proudhon, ils ne veulent pas soutenir les revendications des suffragettes... puisqu'ils sont contre le système parlementaire !

Il faut attendre 1946 pour que l'égalité politique des femmes soit enfin reconnue, mais la loi ne change guère leur place, et les femmes accèdent à la représentation politique en nombre presque insignifiant. La pratique publique républicaine se décline toujours au masculin, et la prétendue égalité politique ne recouvre rien : l'égalité des droits reste sans effet. De plus, c'est au nom de l'universalisme républicain que l'on combat toute tentative de lutte menée au nom de catégories ou de groupes : femmes, homosexuel.le.s, immigré.e.s, etc., en entretenant ainsi la confusion entre l'égalité proclamée et l'égalité réelle.

Est-ce que la loi sur la parité (votée en 1998) a changé quelque chose ? C'est en quelque sorte une mauvaise réponse apportée à un problème réel. En effet, elle vise certes à corriger une discrimination indéniable et elle a le mérite de donner à voir la sous-représentation des femmes dans la sphère politique. Mais elle



a aussi pour conséquence de faire accéder les femmes au droit commun en tant que femmes et non en tant qu'individus. Exclues de la loi commune au nom d'une différence de nature, c'est à partir de cette différence qu'elles peuvent acquérir le pouvoir politique. Ce qui revient à reconnaître une spécificité féminine au nom de laquelle les femmes ont été longtemps écartées des règles de la représentation politique. Comme l'écrit Michèle Riot-Sarcey :

« De ce point de vue, la loi sur la parité, comme entorse à l'abstraction du principe de l'égalité, reconnaît l'exclusion des femmes de l'universalité, celle qui, en 1793, avait été énoncée comme mesure naturelle. »

La loi sur la parité ne porte donc nullement atteinte au patriarcat. Finalement, la différence sexuelle demeure « inintégréable » à un système qui a été entièrement pensé sur le modèle unique de la liberté masculine.

Hommes et femmes : même combat ?

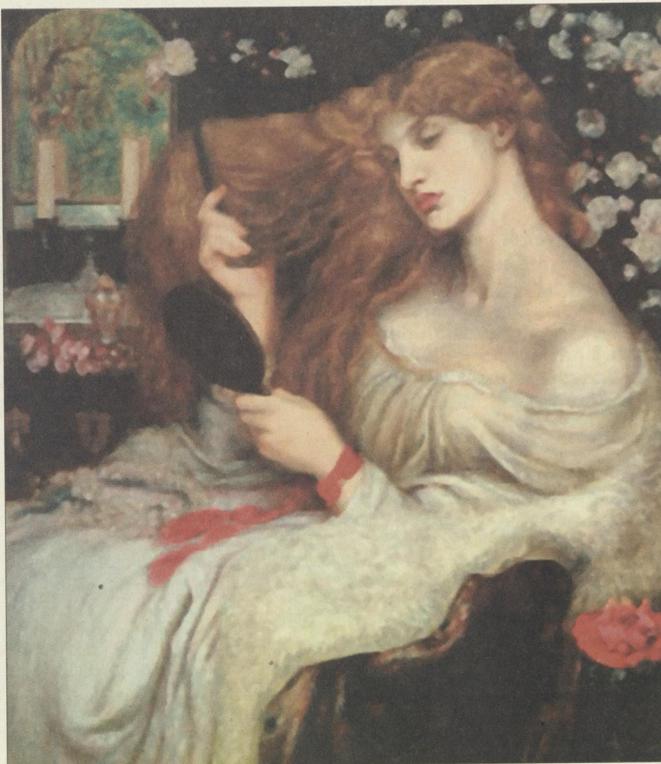
Aujourd'hui encore, en France, alors que les droits des femmes ne sont qu'un principe au regard d'une réalité profondément inégale (les femmes sont peu représentées en politique, ont des salaires moindres que ceux des hommes pour un travail égal, s'occupent à 80 % des tâches ménagères, etc.), il est trop facile de croire que l'égalité entre hommes et femmes est acquise dès que l'on entre dans une organisation militante.

C'est ce que montre une enquête récente menée sur la place des femmes dans le mouvement politique en France entre 1980 et 2000 par Josette Trat : « La responsable féministe, la "mauvaise tête" dans les organisations mixtes. Une figure emblématique d'une mutation inachevée. »

Ayant interrogé des militantes féministes de la LCR, du PCF, des Verts, d'Attac et de la Fédération anarchiste, cette chercheuse remarque que même si les discours de ces organisations ont changé et prennent désormais en compte la lutte antipatriarcale, il reste que les femmes doivent « se bagarrer en permanence » : le féminisme apparaît souvent comme « un supplément d'âme pour les organisations » et n'a pas encore réellement acquis une entière légitimité.

Nous devons donc toutes et tous être conscients qu'on ne peut si facilement échapper aux conséquences du système patriarcal. Il serait vraiment trop simple de nier que nous reproduisons parfois cette forme d'oppression, et quelques aventures récentes nous ont montré que le sexisme pouvait s'immiscer jusque dans les groupes libertaires.¹

On ne peut donc faire l'économie d'une véritable réflexion sur ce sujet – et cette réflexion, nous avons choisi de la mener en comité non mixte. Pourquoi ? D'abord parce que ce sont les femmes qui sont le plus à même d'identifier et de définir les violences et les injustices dont elles sont victimes. C'est une évidence : les hommes ne vivent pas les mêmes situations sexistes que nous connais-



sons (même s'ils souffrent aussi du système patriarcal, cela va de soi !). Nous voulons donc créer un espace qui échappe au contrôle masculin dominant afin de construire une réelle autonomie féministe. Il s'agit avant tout d'une « prise de possession » (comme disait Louise Michel!) de l'espace public qui, dans la rue ou dans les organisations politiques, est encore majoritairement masculin.

C'est ainsi seulement que nous pouvons nous réapproprier notre histoire, écrire nous-mêmes nos revendications par rapport à l'oppression – spécifique – que nous subissons. Il s'agit évidemment (faut-il toujours le rappeler ?) d'une étape, d'un moment de rupture – donc provisoire –, le but étant de parvenir à l'égalité (réelle) entre les sexes. Mais afin de construire un universel qui soit réellement (dans les faits) mixte, il faut d'abord que nous puissions exister face au masculin. Comme l'écrit Françoise Collin :

« C'est un moment indispensable à la transformation d'une mixité inégalitaire en une mixité égalitaire. »²

D'ailleurs, nous ne pensons pas que les groupes non mixtes doivent toujours être féminins : un appel est lancé pour créer des groupes non mixtes masculins afin de réfléchir sur le système patriarcal.³ L'expérience de la non-mixité (quand elle est choisie par nous, avec un but politique – et donc totalement différente de celle que nous subissons malgré nous dans les lieux publics) est une expérience

que tout le monde devrait faire : c'est là qu'on se rend compte à quel point les espaces mixtes sont traversés par les normes sociales, les tabous, les non-dits, etc. La non-mixité permet de mettre au jour certains mécanismes de domination ou de séduction le plus souvent inconscients. C'est donc un outil pour créer une véritable mixité entre les genres : alors nous ne nous contenterons plus de mots, et alors l'égalité entre les hommes et les femmes deviendra une réalité vécue – du moins dans nos milieux!

C. G. & C. F.

1. Voir la feuille du collectif de femmes libertaires Klito, « Antipatriarcat : quoi de neuf sous le drapeau noir ? Petites considérations sur l'antisexisme en milieu libertaire », disponible à la bibliothèque La Rue.

2. Dans *Égalité entre les sexes. Mixité et démocratie*, sous la direction de Claudine Baudoux et Claude Zaidman, 1995. Sur la non-mixité, lire aussi : « De la non-mixité comme espace de liberté » de Yolaine Guignat, Actes de la rencontre internationale anarcho-féministe, 2 mai 1992, et « Non-mixte : où je veux, quand je veux ! » (texte des Marie Pas Claire, sur le site : <http://www.ifrance.com/pocker/anarchie/SEXISME/mixite.html>)

3. Appel pour un week-end de réflexion antipatriarcale entre ICMS (Individus de construction masculine), 25-30 mars à l'Espace autogéré des Tanneries à Dijon. Pour plus d'informations : inscriptionauweek-end@no-log.org

« Le chef de la femme, c'est l'homme »

En ces temps où l'on fustige l'intégrisme musulman pour l'oppression qu'il exerce contre les femmes, on oublie que dans un passé pas si lointain, l'Église catholique aussi venait en appui des organisations et des États d'extrême droite pour rabaisser les femmes au seul rôle de reproductrices-éducatrices. Cantonnées dans leur « foyer », qu'elles doivent entretenir pour le plaisir de leur seigneur et maître, le patriarche, les femmes doivent, pour ces idéologues, s'occuper de l'éducation de leur progéniture, afin de leur transmettre les valeurs de soumission et de domination qui règlent ce microcosme de l'État qu'est la famille patriarcale. René Berthier dans le texte ci-dessous réunit une suite de citations plus monstrueuses les unes que les autres, qui démontrent l'unité de pensée sur ce sujet entre catholiques et extrémistes politiques.

René Berthier

Pérennité des valeurs patriarcales

L'objectif des mouvements fondamentalistes, toutes tendances confondues, est de conserver et de renforcer la société patriarcale et de maintenir l'ordre social existant. La famille patriarcale est l'unité de base de la société, avec la propriété. L'intégrisme islamique est loin d'avoir le monopole du modèle patriarcal et autoritaire de la famille. La hiérarchie des sexes est une « loi naturelle » pour les catholiques. Dans l'Épître aux Corinthiens, saint Paul déclare :

« Le chef de tout homme, c'est le Christ, le chef de la femme, c'est l'homme [...]. L'homme n'a pas été tiré de la femme, mais la femme de l'homme; l'homme n'a pas été créé pour la femme mais la femme pour l'homme. »

On voit donc que l'inégalité de la femme est inscrite dans le christianisme dès les débuts, puisque les écrits de Paul sont antérieurs même à la rédaction des Évangiles.

Cette ligne sera défendue sans faille jusqu'à l'époque contemporaine: le Père Gillet, professeur à l'institut catholique de Paris, rappelle en 1927 que s'il y a une « égalité morale » entre les deux sexes, il y a aussi une « inégalité matérielle »; on a là une constante avec le fondamentalisme islamique: les femmes sont égales devant Allah mais pas dans la société (ni même au Paradis: le paradis musulman permet à l'homme de libérer tous ses fantasmes sexuels avec des femmes éternellement jeunes et vierges, tandis que la femme a tout au plus le droit de... rejoindre son mari).

Selon le Père Gillet, « les conséquences individuelles de l'inégalité sexuelle de la femme » sont liées à « sa vie physiologique et à son développement intellectuel ». Un « féminisme chrétien » est mis en place comme alternative idéologique à cette tendance fâcheuse qu'ont les femmes à vouloir accéder à un métier et à l'instruction supérieure.

« Si l'on entend par féminisme: premièrement une lutte des sexes, deuxièmement un individualisme, un égoïsme pour la femme, et

enfin la tendance à supprimer la différence de travail humain en écartant la femme des rôles familiaux pour la jeter ex æquo avec l'homme dans la vie publique, alors, nous ne sommes pas féministes. Mais si, par féminisme, on entend l'émancipation de plus en plus effective de la personne morale féminine, son développement en valeur, son application enrichie à toutes les occupations en rapport avec ses aptitudes et ses devoirs [...], en ce cas, nous en sommes. » (Père Sertillanges, cf. Francine Muel-Dreyfus p. 179).

La femme doit donc être cantonnée à l'éducation des enfants et aux tâches domestiques. L'autorité appartient au mari dans la famille, et cette autorité est le modèle de l'autorité étatique:

« La famille est le siège de la première autorité, l'autorité du père de famille. L'État doit donc protéger et soutenir l'autorité familiale. » (« La fête du Christ-Roi », *Fideliter*, septembre-octobre 1988).

Une « féministe chrétienne », M^{me} Véronie (pseudonyme de Marguerite Lebrun) pouvait ainsi déclarer en 1932: « Que certaines féministes le veuillent ou non, les puissances de vie, ce n'est pas nous, les femmes, qui les détenons; nous en sommes les dépositaires; c'est aussi noble et aussi lourd de responsabilités. » C'est pourquoi il faut « réhabiliter l'art ménager, la science culinaire, la puériculture, trop souvent dédaignés aujourd'hui par nos jeunes intellectuelles en mal de diplômes... » (Citée par F. Muel-Dreyfus, Vichy et l'éternel féminin).

« La mère doit préparer la fillette au mariage dès sa plus tendre enfance, lui inculquer l'esprit de sacrifice. Le bonheur conjugal exige l'oubli de soi, le don de soi avec le sourire et la gaieté. » (M^{me} Gernez, « Comment on prépare la jeune fille au mariage », F. Muel-Dreyfus, p. 183).

Cette vision du rôle de la femme est même inscrite dans la loi, une loi du 15 août 1941 dispose que: « Les jeunes filles recevront



un enseignement spécial adapté à leurs dispositions et à leur rôle et faisant une grande part à la couture, à la cuisine, à l'hygiène et à la puériculture. »

« Il faut rappeler que tout le noeud de l'éducation est dans le sacrifice de soi: savoir souffrir et se faire souffrir pour éviter de faire souffrir, savoir mourir à soi-même pour faire vivre. » (M^{me} de Marin-Donos, « Le rôle de la famille dans la formation de la personnalité »).

Cette vision fanatique de la femme comme être de souffrance au service de son mari, de la famille et de l'état n'a rien à envier aux thèses des fondamentalistes musulmans d'aujourd'hui. Non seulement la femme est au service de l'homme, il faut aussi éviter à tout prix qu'elle le concurrence, thème récurrent chez les radicaux islamistes qui s'opposent au travail féminin :

« La femme, épouse et mère, est faite pour l'homme, pour le foyer, pour l'enfant. Tant que toutes les jeunes épousées de France ne comprendront pas, ne vivront pas cette vérité de nature, rien ne se construira dans la cité. La femme fut donnée à l'homme pour être sa compagne [...] et non pour être sa concurrente, sa rivale [...] » (M^{me} Véronne, p. 184).

La présence des femmes au travail est perçue aussi bien par l'intégrisme chrétien que par l'intégrisme musulman, comme une concurrence potentielle aux hommes. Les jeunes filles sont soumises « à la logique de la restriction des apprentissages intellectuels », « abolissant ainsi la menace de la compétition avec les hommes », dit F. Muel-Dreyfus (op. cit, p. 263). C'est pourquoi « il faut y regarder à deux fois avant d'instruire les filles », écrit un auteur publié par la *Revue universelle* en 1941 :

« Leur donner toutes les sciences sans la règle pour les contenir, c'est les charger d'explosifs. Je n'offenserai personne en disant que ce sont des créatures fragiles: on ferait mieux de préserver leurs nerfs. [...] Une fille doit d'abord être le double de sa mère, à la maison et dans la famille. Voilà l'essentiel. » (René Benjamin, *Vérités et réveries sur l'éducation*, Plon, 1941, cité par F. Muel-Dreyfus, p. 253).

Si « grâce à leurs nerfs », les filles apprennent vite et « devancent si merveilleusement les garçons », c'est « avec les mêmes nerfs, prématurément usés, qu'elles mèneront des vies de folles, en rendant tous lesdits garçons. Et les études auront accéléré la folie ».

À propos des femmes qui veulent s'assurer un avenir professionnel: « Les malheureuses, dans leur aveuglement ou leur inconscience, ne voyaient pas que tout cela n'était qu'égoïsme, individualisme coupable, et que c'était de cette maladie que la France se mourait. » (Léontine Zanta, « La femme française d'aujourd'hui », *Voix françaises*, 12 septembre 1941, cf. Muel-Dreyfus p. 260).

Les femmes instruites sont suspectes d'immoralité, de déséquilibre psychique, et sont souvent qualifiées de prostituées. L'instruction favorise les débordements

propres à ce sexe qualifié de faible. La littérature du temps de l'Occupation nous donne ainsi des images touchantes de la vision idyllique que la droite catholique véhiculait :

« Il faut retrouver la femme française — elle n'est pas si loin et le modèle n'en est pas perdu — qui, tôt levée dans la maisonnée, rend la vue de l'homme plus plaisante par l'ordre et l'économie qu'elle y met. » (André Rousseaux « Le ministère de la rééducation nationale, *le Temps*, 29 juin 1940 cité par F. Muel-Dreyfus.)

Francine Muel-Dreyfus fait une analyse du processus de subordination de la femme et du projet de la droite catholique d'avant-guerre qui pourrait parfaitement s'appliquer aux fondamentalistes musulmans :

« L'adhésion à la Révolution nationale sur la base de la défense et promotion de "l'éternel féminin" apparaît comme une adhésion sans limites, à la mesure sans doute de la violence des luttes symboliques qui ont marqué les processus de construction de l'identité féminine depuis un siècle: l'élimination de la concurrence et l'accession inespérée au monopole de la définition légitime jouant dans ce domaine, comme dans d'autres, le rôle d'un accélérateur qui entraîne surproduction, surenchère et durcissement. [...] Les experts et militants de la "vocation" maternelle féminine et du maintien de la mère au foyer vont en effet pouvoir produire de l'identité féminine au service d'une cause politique, celle de la construction de la famille comme cellule "initiale" de la société et agent privilégié de la vie politique. » (pp. 190-191).

Le travail féminin

En 1933, peu après l'accession de Hitler au pouvoir, un certain nombre d'interdits furent mis en place concernant le travail féminin. En juin, les femmes fonctionnaires mariées sont licenciées. Il s'agissait, évidemment, de restaurer l'honneur de « la femme et mère allemande ». Pour Hitler, la femme allemande devait rester à la maison, s'occuper du ménage et faire des enfants, ce qui est à peu près le programme de tous les fondamentalismes religieux et de tous les mouvements d'extrême droite.

La politique de toutes les extrêmes droites politiques et religieuses concernant l'emploi féminin cherche sa légitimation dans la nécessité de maintenir la cohésion de la famille et de laisser à la femme le loisir de se consacrer à sa fonction de reproduction. Margaret Maruani, citée par Francine Muel-Dreyfus, suggère une autre motivation: la politique du travail féminin serait également l'un des éléments constitutifs d'une stratégie globale de domination de l'homme sur la femme.

« Le discours idéologique sur la maternité est souvent d'abord un plaidoyer contre le travail des femmes. Le natalisme n'est pas seulement un parti pris démographique, c'est aussi une idéologie de la domination. [...] Car on n'interdit pas le travail des

femmes sans "justification" idéologique. Les dirigeants nazis parlaient sans cesse de restaurer l'honneur de "la femme et mère allemande", de lui rendre sa "dignité" en lui enlevant son droit au travail. »

Alors que, en France, les femmes représentent 40 % de la population active entre 1906 et 1946, l'extrême droite de Vichy a mis en place un vaste arsenal juridique et législatif pour le limiter en renvoyant la femme à ses fonctions biologiques de mère et d'épouse. Il ne s'agissait pas tant de supprimer totalement le travail des femmes que de le circonscire à un espace féminin où il était légitime. Le 11 octobre 1940, l'embauche des femmes mariées est interdite dans la fonction publique et parapublique. Les femmes fonctionnaires de moins de 28 ans sont invitées à aller chercher un mari dans un délai de deux ans. Les mères de moins de trois enfants dont le mari travaille sont mises en congé sans solde. Dans le secteur privé, une loi du 8 octobre 1940 donne priorité à l'embauche aux pères de famille ayant plus de trois enfants. Un projet de loi est examiné, réglementant l'embauche de femmes mariées dans le secteur privé.

Les mesures de contrôle exercées sur les femmes sont des mesures de sécurité publique justifiées par le fait que les femmes, par leurs fonctions reproductives, permettent à la guerre, réelle ou supposée, de se poursuivre indéfiniment: elles sont par conséquent le maillon faible du dispositif. C'est ce que suggère M. A. Hélie-Lucas :

« Les recherches récentes sur les femmes en Allemagne nazie fournissent d'intéressants éléments de comparaison avec les femmes qui vivent sous le fondamentalisme musulman, y compris celles qui s'engagent dans des groupes fondamentalistes. Dans les deux cas, l'idéal de la Mère gardienne de la famille est associé à l'idée de produire et reproduire un groupe racial ou religieux qui représente l'excellence, dans un contexte de crise économique et de visées expansionnistes sur d'autres nations. C'est parce que le rôle de gardienne est tellement essentiel dans le cadre de l'identité menacée qu'il est également considéré comme le maillon le plus fragile, le plus vulnérable, et qu'il doit être protégé des influences extérieures. »

Toutes les sociétés qui veulent maintenir la femme dans un état du subordination sont des sociétés qui se suicident parce qu'elles s'amputent de la moitié de leurs forces vives, parce que la force collective de la société est aliénée par les efforts permanents que fait la moitié de la population pour opprimer l'autre. Une telle société crée elle-même les conditions de sa subordination politique, économique à l'échelle internationale.

R. B.

1. R.P. Gillet, « L'unité de la morale pour les deux sexes », cité par F. Muel-Dreyfus, *Vichy ou l'éternel féminin*, Le Seuil, p. 173.

Louise Michel

sa vie ardente et intrépide

POUR PRÉSENTER LE LIVRE de Fernand Planche, on peut citer une spécialiste de Louise Michel évoquant les sources sur la célèbre communarde: « Il y a le livre de Fernand Planche, qui est quelqu'un qui l'a connue et qui l'adore, c'est une hagiographie, et quand on regarde bien, il y a plein de choses qui sont fausses, on s'en aperçoit assez vite. Ce livre est intéressant parce qu'il y a cette émotion, mais on ne peut pas s'y référer vraiment comme quelque chose de fiable... »

Domage pour la spécialiste en question que Louise Michel soit morte le 9 janvier 1905 à Marseille et que Fernand Planche soit né le 12 février 1900 en Auvergne profonde. De zéro à 5 ans, le Fernand, il a dû bien la connaître la Louise! Comme quoi la fiabilité des spécialistes a des limites. Allons, allons, comme aurait pu dire la « Bonne Louise », l'erreur est humaine. Fernand Planche n'est pas en effet un historien. Né près de Thiers, il exercera différents métiers, entre autres polisseur de couteaux, propriétaire d'un petit bazar à Boulogne-Billancourt, représentant en coutellerie à Paris, éleveur en Nouvelle-Calédonie, il finit sa vie comme veilleur de nuit à Nouméa le 19 avril 1974.

Dans les années 30, il anima dans l'esprit de la synthèse anarchiste, diverses publications: la Brochure mensuelle, la Conquête du pain. Il publia la *Vie ardente et intrépide de Louise Michel*, Durolle au pays des couteliers (un roman de littérature prolétarienne évoquant sa jeunesse) et en collaboration avec Jean Delphy, une biographie de Kropotkine.

Mais si en 1945, Fernand Planche prend la plume pour rédiger la vie de Louise Michel, c'est bien pour éviter sa récupération par les politiciens rouges du Parti des fusillés qui veulent faire de Louise une grande patriote. Soixante après, comme un *Monde libertaire* de janvier le relatait, d'autres politiciens encore moins rouges ont tenté le même coup à Marseille.

Rien n'arrête les récupérateurs; lors d'un colloque international récent à la Sorbonne, la célèbre pétroleuse était présentée ainsi:

« Née le 29 mai 1830 à Vroncourt-la-Côte, Louise Michel deviendra une des figures majeures de la Commune de Paris. Contestataire et féministe révolutionnaire, elle s'est immortalisée par son engagement sur les barricades, mais également par ses positions idéologiques, soutenant les Kanaks et les déportés, dénonçant la condition sociale des femmes d'Europe et d'outre-mer. Écrivaine, poète,

auteure dramatique, dessinatrice, musicienne, passionnée de botanique, traductrice des langues kanak, pédagogue, correspondante de grands noms de la littérature et de l'histoire, lectrice et conférencière, Louise Michel traverse aussi les années d'oppression en artiste et en intellectuelle engagée. »

Si vous trouvez le mot anarchiste, vous avez gagné. L'ouverture prévue des séances était faite un jour par une élue municipale rose et le lendemain par une politicienne gouvernementale, c'est cela l'alternance parisienne.

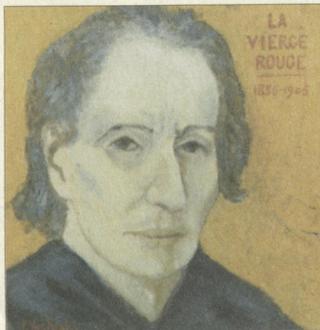
Celle qui devint anarchiste à bord du bateau la *Virginie* qui la conduisit en déportation à Nouméa a dû se retourner dans sa tombe à Levallois-Perret. En effet, comme le rappelle Fernand Planche, Louise Michel date son engagement libertaire de ces longs mois de navigation et d'inaction forcée:

« Si un pouvoir quelconque pouvait faire quelque chose, c'eût été la Commune composée d'hommes d'intelligence, de courage, d'une incroyable honnêteté qui, tous, de la veille ou de longtemps, avaient donné d'incontestables preuves de dévouement et d'énergie. Le pouvoir, incontestablement, les annihilait, ne leur laissant plus d'implacable volonté que pour le sacrifice, ils surent mourir héroïquement. C'est que le pouvoir est maudit, et c'est pour cela que je suis anarchiste. »

De même dans un souci « républicain », souvent les officiels oublient les années de prison que connut Louise Michel bien après la Commune dans les années 1880 pour des délits que l'on appellerait aujourd'hui d'opinion. Bref, que nous importe, s'il y a quelques erreurs de faits dans le livre de Fernand Planche, il a été écrit avec ses tripes. Les tripes de quelqu'un qui vivait pour une société plus libre et plus égalitaire, de quelqu'un qui ne vivait pas pour les honneurs et les petits-fours des colloques et thèses universitaires. Et saluons le courage d'Hervé des éditions *Tops* pour s'être lancé dans cette réédition. Un seul petit bémol, l'attentat à l'Assemblée nationale qui fut le prétexte aux lois scélérates contre les anarchistes fut l'œuvre malheureuse d'Auguste Vaillant non d'Émile Henry. Mince, que chipote moi aussi, cela doit être contagieux. Allez, précipitez-vous sur cette excellente biographie non édulcorée.

Jimna

Louise Michel, de Fernand Planche, éditions *Tops*, 13 euros, en vente à Publico.



Louise est dans la rue

DÉBAPTISER la rue Thiers, à Périgueux, était devenu d'une urgente nécessité...

Le collectif libertaire Marius-Jacob se devait de passer à l'action en ce samedi 19 mars, à l'occasion de la manifestation qu'il organisait en hommage à Louise Michel, morte voilà cent ans.

Une fois n'est pas coutume, le ciel était avec nous, aussi bleu que la plaque au nom de Louise qui devait recouvrir celle de l'infâme « Foutriquet ». Les applaudissements fusèrent lorsqu'un agile compagnon juché sur une échelle apposa ladite plaque.

Une quarantaine de personnes étaient présentes. Il fut offert à chacune d'entre elles un badge à l'effigie de Louise ainsi qu'une brochure présentant une courte biographie de la compagne « Vitamine » et rappelant brièvement quelques forfaits de l'Adolphe.

Dans cette brochure, nous avons également retranscrit des articles de la presse locale relatant la courageuse résistance des cheminots de la Compagnie d'Orléans pendant la Commune de Paris ainsi que l'extrait d'un ouvrage à propos de la Commune de Limoges, dont on peut penser

qu'elle eut une incidence sur les événements de Périgueux.

Des extraits de textes de Louise Michel ainsi que trois poèmes furent déclamés après la célèbre apostrophe de Proudhon: « Être gouverné, c'est... »

Nous avons bloqué la rue, certes sans autorisation, aussi les pandores vinrent-ils aux nouvelles au bout d'un certain temps, visiblement contrariés.

À ce moment-là, la Chorale libertaire pour une alternative sociale solidaire (la CLASS) entonna le Temps des cerises de Jean-Baptiste Clément, suivi de Sur le temps des cerises de Serge Utgé-Royo.

La petite fête continua dans le square voisin avec quelques chansons de notre mémoire interprétées par la CLASS et reprises par des participantes et des participants. Un apéritif « communard » fut offert à tous suivi d'un sympathique pique-nique.

Il n'est pas certain que notre action ait plu aux périgourdins versaillais qui ont leur siège (baquet) dans la nouvelle rue Louise-Michel. Aucun d'entre eux n'a pointé sa trogne.

Groupe Marius-Jacob



Les autocollants Radio libertaire sont disponibles

à la librairie du Monde libertaire,

145, rue Amelot, 75011 Paris.



Humeur

C'est la lutte finale... groupons-nous et demain... le capital sera le genre humain

LE 11 MARS, à Cogolin (Var), réunion en faveur du « non » à la Constitution européenne. Et une douzaine de militants d'être présents: des communistes, des Verts, un membre d'ATTAC, des syndicalistes CGT et de SUD et le rédacteur de ce billet pour la voix libertaire.

Un premier tour de table, où chacun se présente, permet de cerner les différentes personnalités.

Et un militant communiste italien de déborder au sujet de la pression occidentale exercée sur la Syrie au sujet du retrait de son armée du Liban. Cela commence bien! Alors qu'on s'attendait à un plaidoyer contre l'Europe du capital, on a eu droit à une profession de foi pro-syrienne ne tenant pas compte de l'appel lancé, le 2 mars 2005, par le Parti communiste libanais en faveur du retrait syrien. Le PC libanais appelant également à manifester contre la présence politico-militaire syrienne. Bonjour la solidarité! Quid de l'internationalisme prolétarien!

Un heure passe, puis deux, et en fin de réunion un militant ouvrier de la CGT, délégué qui plus est aux prud'hommes, nous lance tout à trac que le libéralisme en soi ne le dérange pas; qu'il y serait même plutôt favorable si celui-ci lui permettait de vivre décemment avec ses 1000 euros mensuels. Et les

participants de se regarder un brin interloqués, dans la mesure où depuis le début de la réunion chacun y allait de son propos anticapitaliste, expliquant que si nous, salariés ou retraités, vivions si chichement, c'est parce que les actionnaires s'en mettaient plein les poches et délocalisaient à tout va.

La discussion glisse alors sur l'actionnariat. De se moquer des détenteurs d'actions Eurotunnel ou Orange qui ont bu le bouillon, sauf le militant communiste italien qui nous dit être (ou avoir été) de ces petits actionnaires un temps séduits par Eurotunnel.

Décidément, entre un cégétiste louant le libéralisme et un communiste actionnaire d'Eurotunnel, le monde ne tourne décidément pas rond chez certains tenants du marxisme-léninisme (ou ce qu'il en reste), séduits par le chant des sirènes capitalistes.

Voilà beaucoup de confusion et un manque de convictions qui augurent mal de la solidité des arguments à avancer dans le cadre de la campagne pour un « non de gauche » à la Constitution. Un « non » que l'on n'appellera assurément pas « révolutionnaire », tant cet adjectif est un bien trop grand mot pour une époque où l'audace sociale n'est pas de mise.

Claude Nepper



LE BULLETIN SEMESTRIEL du groupe Makhno et du collectif libertaire du Val-d'Oise (95) est disponible. En vente à la librairie Publico, 145, rue Amelot, Paris 11^e, pour 1 euro.

Au sommaire de ce numéro 3 :

– Les actions locales: la création d'un comité DAL à Cergy, la grève des transports du

L'insurgé

Val-d'Oise (TVO), la situation des Tziganes qui ne s'arrange pas dans le département.

– Des soutiens à des organisations, des collectifs, des associations: le RATP (Réseau pour l'abolition des transports payants), le collectif de solidarité avec Faty et les salariés d'Arcade (suite), l'association Solidarité Irak (suite).

– Des articles de réflexion sur les événements internationaux, les principes libertaires et l'histoire du mouvement anarchiste: la décroissance, ce que vous ne pouvez plus ignorer sur les prisons, les pacifistes libertaires face au conflit israélo-palestinien, un portrait de Louise Michel, les ouvriers en lutte de Neusiedler (Slovaquie).

– Une présentation de livres et de revues que nous avons lus et les textes et partitions de chansons révolutionnaires (feuilleton détractable).

Radio libertaire

Mercredi 30 mars

Blues en liberté de 10h30 à 12 heures
Nouveautés, tournées...

Jeudi 31 mars

Les enfants de Stonewall, Bistouri oui-oui de 19h30 à 20h30
Émission LGBT qui recevra Alana Camus Holland, une artiste transsexuelle, auteure, compositrice et interprète autour de son travail artistique.

Samedi 2 avril

Chroniques syndicales de 11h30 à 13h30
Reçoit Sud enquêtes et sondages.
Longtemps, je me suis couché de bonne heure de 19 à 21 heures
Autour du cinéaste allemand Rainer Werner Fassbinder. Émission animée par Thierry Hervieu et Francis Gavelle.

Dimanche 3 avril

Chants / Contrechamps de 15h30 à 17 heures
Avec comme invité, Gilles Alvarez, directeur artistique du Festival Némou

Mardi 5 avril

Ideaux et débats de 18 à 19h30
diffusera l'interview de Howard Buten pour son livre Buffo au édition Actes Sud.

Mercredi 6 avril

Blues en liberté de 10h30 à 12 heures
Nouveautés, tournées... 2

Femmes libres de 18h30 à 20h30

Avec Marie Victoire Louis pour la porno est entrée dans les mœurs, Europe proxénète, sida.

Jeudi 7 avril

Si vis pacem de 18 à 19h30

Sur l'autre Afrique, résistance contre la guerre, la corruption et l'oppression avec Emanuel Matondo, objecteur de conscience angolais.

89.4 MHz
en région
parisienne

Jusqu'au 12 juin

Mans (Belgique)

L'Anarchisme à la Une au Mundaneum, 76, rue de Nimy. Exposition et Munda-web ouverts du mardi au dimanche de 12 à 18 heures. Entrée à l'exposition : 2,50 euros; tarif réduit : 1 euro.

Jeu 31 mars

Élancourt

Nicri en concert au Ciné 7, cinéma d'Élancourt, centre commercial des 7 mars, à 20h 30. PAF:5,70 euros.

Vendredi 1^{er} avril

Marseille 1^{er}

Conférence-débat avec David Rappe, militant à la Fédération des travailleurs de l'Éducation de la CNT et à la FA et auteur de *La Bourse du travail de Lyon*, à 19 heures, à Mille Babords, 61, rue Consolat, métré Réformés-Canebière.

Marseille 1^{er}

Conférence-débat avec Daniel Colson, auteur de *Trois essais de philosophie anarchiste*, à 15 heures, au CIRA, 3, rue Saint-Dominique.

Saint-Nazaire

Samedi 2 avril

Rencontres et débats autour de la séparation de l'Église et de l'État, à la maison du peuple.

Entrée libre.

10 heures, accueil des participants.

10 h 30, interprétation de la pièce *Marianne et le goupillon*.

12 heures, apéritif et repas.

14 heures, débat « sur la croyance: de l'institution au sujet? »

15 h 30, débat sur le thème « Douleur physique, soins palliatifs et droit au suicide: résistance du discours religieux sur le corps ».

17 heures, la vie d'un jeune Nazairien militant catholique dans les années d'avant-guerre.

Samedi 2 avril

Paris 12^e

Concert de soutien pour le ♫ collectif des sans-papiers, avec Guarapita, les Travailleurs de la nuit et les Assoifés, à Alternation, 21, rue Pierre-Bourdan, à 19 h 30.

Dimanche 3 avril

Nancy

Concert de soutien à Kamel Belkadi, à 15 heures sous le chapiteau du cirque Gones, à la MJC Bazin.

Mardi 5 avril

Nancy

Manifestation de soutien à Kamel Belkadi. Rendez-vous à 12 heures, place Carrière.

Ivry

Projection du film *Chers camarades*, suivie d'une rencontre avec le réalisateur.

Jeu 7 avril

Nancy

Projection du film *Entretien avec Pierre Lehmann* dans le cadre des rencontres libertaires sur la décroissance, à la fac de lettres, salle A145, à 20 heures.

Nanterre

Conférence-débat avec l'objectif de conscience congolais E. Matondo, organisée par l'UPF, à Nanterre Université, Amphithéâtre, RER A, à 12h30.

Vendredi 8 avril

Paris 11^e

Conférence-débat avec l'objectif de conscience congolais E. Matondo, organisée par l'UPF, CICP, 21 ter, rue Voltaire, à 19h30.

Jeu 14 avril

Paris 11^e

La librairie Quilombo organise un débat autour de *Le*

cauchemar de Don Quichotte. Sur l'impuissance de la jeunesse aujourd'hui au CICP, 21ter, rue Voltaire à 19h45

Samedi 16 avril

Paris 18^e

Rencontre débat avec Alain Dalotel autour de son livre *André Léo (1824-1900). La Junon de la Commune*. À La Rue, à 15h30, au 10, rue Robert-Planquette, métro Abbesses ou Blanche.

Chelles (77)

Le groupe Sacco-et-Vanzetti de la FA organise une réunion publique avec Catherine Baker, auteur de *Pourquoi faudrait-il punir ? Sur l'abolition du système pénal*, à 20 h 30, au 1 bis, rue Emilie.

Nancy

Rencontres libertaires sur la décroissance organisées par Alternative libertaire, Casbah, CNT, Fédération anarchiste, Marée noire et No Pasaran, à la MJC Bazin.

Vendredi 6 mai dès 18h30 :

Battacuda et Fanfare et, sous réserve, un théâtre de rue. Puis manifestation festive à pied, à vélo et en rollers, suivie d'un apéro.

Samedi 7 mai dès 10 heures :

Deux ateliers-débats : informatique et consommation. Conférence : la décroissance, pratique de jeux coopératifs. Soirée cabaret à 21 heures : repas et animations (contes, jonglerie, magie, musique, etc.).

Dimanche 8 mai dès 11 heures :

Quatre ateliers/débats : sciences et techniques, énergies, transport et éducation. Concert à 21 heures

agenda



Marie-Claude Rodriguez : sculpture